

défense de Occident

Maurice BARDECHE :

La vase remonte

●

Lucien REBATET :

Lettres écrites pendant la guerre (I)

●

Friedrich Karl WIEBE :

Les Juifs en Allemagne avant Hitler

●

Pascal GAUCHON :

Les annonceurs qui aident la propagande communiste

●

François GERMAIN :

Les Elections Espagnoles du 15 décembre 1976

●

COMITE DE DIFFUSION DE

« DEFENSE DE L'OCCIDENT »

DANS LA REGION PARISIENNE

ESSONNE : Comité de Diffusion de « *Défense de L'Occident* » dans l'Essonne — C. O. INITIATIVE 91 W — B. P. 4 — 91570 BIEVRES.

HAUTS DE SEINE : Comité de Diffusion de « *Défense de L'Occident* » dans les Hauts de Seine — 3 bis, rue Silvy — 92000 NANTERRE.

PARIS 14ème et 15ème : Comité de Diffusion de « *Défense de L'Occident* » PARIS 14ème et 15ème — C. O. APAC 14^e - 15^e — 95, rue de Lourmel — 75015 PARIS.

(Permanence tous les vendredis à 21 heures).



COMITE DE DIFFUSION DE

« DEFENSE DE L'OCCIDENT »

EN BELGIQUE : Raymond DEHAIBE, 31, Rue Bonne Nouvelle, 4000 LIEGE — Tél. 041.27.16.29.

EN SUISSE : Daniel COLOGNE, 4/6, Rue du Lac, 1207 GENEVE — Tél. 35.84.39.

POUR LE NORD : Philippe PENNEL, B. P. 1145, 59012 LILLE Cedex.

POUR LA REGION LYONNAISE : Jean-François MAYER, 7, Avenue Adolphe-Max, 69005 LYON.

Défense de l'Occident

Revue Mensuelle — Nouvelle Série — 25^e Année

FEVRIER 1977 — N° 145

SOMMAIRE

- Maurice BARDECHE : *La vase remonte* 3
- Lucien REBATET : *Lettres écrites pendant la guerre (I)* 6
- Friedrich Karl Wiebe : *Les Juifs en Allemagne avant Hitler* 15
- François GERMAIN : *Les Elections Espagnoles du 15 décembre 1976* 35
- Pascal GAUCHON : *Une campagne d'un mouvement de l'Opposition Nationale : les annonceurs qui aident la propagande communiste* 41
- Wolfgang STRAUSS : *Paysans et intellectuels de l'opposition en U. R. S. S.* 45
- Mary MEISSNER : *Le Capitalisme en Suisse* 52
- Michel PELTIER : *Nicolas Pavillon, un prélat janséniste* 57



- CHRONIQUE DES LIVRES
par Daniel COLOGNE : *Michel de Ghelderode ou Le Crépuscule des Rois* 64
- TRIBUNE LIBRE par J.-P. BERTRAND :
Les Elections Municipales : Quel rôle pour les nationalistes 72
-

NOUVELLE ADRESSE :

B. P. 97, 75962 Paris - Cedex 20 - C. C. P. 65 35 65 Paris

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veillez m'inscrire pour un abonnement
à votre REVUE DEFENSE DE L'OCCIDENT

à partir du N°

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

.....

Signature :

Prix du numéro	7 F.
Abonnements — 1 an (10 numéros)	60 F.
Etranger — 1 an (10 numéros)	70 F.
<i>Abonnement spécial étudiants, lycéens, travailleurs sans emploi</i>	30 F.
Abonnement de soutien	100 F.

Paiement par mandat, chèque bancaire ou virement postal
adressé à « *Défense de l'Occident* »
B. P. 97, 75962 PARIS CEDEX 20
C. C. P. 65-35-65 PARIS

La Vase remonte

Nous vivons sur un fond de boue et de temps en temps une pierre qu'on lance remue cette vase. Un cadavre généralement. Les régimes, autrefois, périssaient de leurs cadavres : celui du journaliste Victor Noir pour Napoléon III, celui de Stavisky pour la Troisième République. Maintenant, ils n'en meurent plus, on en a trop vu : mais leurs cadavres sentent. On se bouche le nez. Et l'on comprend.

Il se produit à certains moments des petits faits qui éclairent les autres. A Caen, on trouve deux ou trois cadavres de drogués dans des taillis : à Paris, un politicien est criblé de balles sur un trottoir. Deux faits qui semblent sans rapport. Mais ce qu'on découvre derrière l'un explique ce qu'on pressent derrière l'autre.

Tout le monde savait, dit aujourd'hui un proconsul de Normandie. On connaissait les adresses où l'on vendait la drogue. On parlait, on était renseigné : *tout le monde* était renseigné. Et on laissait faire. Parce qu'il fallait fermer les yeux sur certains trafics pour récompenser des indicateurs. Chaque policier avait ses protégés. Il faut cela pour travailler.

A un autre échelon, il faut cela aussi. On permet des affaires illégales et fructueuses. On sait : mais il faut être renseigné et il vaut mieux avoir de bonnes fiches que d'assommer inutilement. Il faut cela pour travailler : c'est-à-dire tenir en laisse. Et il faut récompenser les services rendus. « Je te tiens, tu me tiens, par la barbichette... » Les crimes cachés rapportent. Les yeux fermés aussi. Il ne s'agit plus de quelques milliers de francs, mais de milliards. Beaucoup de gens savent. Et ils laissent faire. L'essentiel est de tenir le fil sur lequel il faut tirer pour obtenir la soumission. « Est-

ce qu'il se couche ? » disait De Gaulle quand on avait tiré les ficelles. Cela s'appelle gouverner. On emploie le même mot pour les chevaux.

Or, les régimes fondés sur l'imposture, la supplantation et la violence sont tous condamnés à ces procédés. Les cadavres d'autrefois commandent. La pourriture commence avec les premiers charniers. Il y a une impunité des complices. Et une solidarité des nantis. Une chaîne rive l'un à l'autre le tueur et l'héritier. On sait et l'on se tait. On se tait, donc on permet. Sur deux étages de secrets et de crimes d'Etat, ceux de l'épuration et ceux de la liquidation de l'Algérie, sur le terreau des machinations, des spéculations, des vols, une végétation inextricable de prébendes, de dépouilles et de « situations acquises » a proliféré. On sait et l'on se tait. Les nantis ne sont sûrs de leur patrimoine que si les exécuteurs ont leur os à ronger. C'est cela, « l'héritage du gaullisme. » Et c'est cela l'étoffe véritable de notre société politique. Non des mots ou des principes : mais une répartition des casuels.

Notre fameuse « presse libre », à quoi sert-elle ? La mort de Philippe Daudet, celle du conseiller Prince, les tripotages du financier Oustric ou de Mme Hanau avaient provoqué autrefois des enquêtes sensationnelles et révélatrices de la presse. Il n'y avait pas alors de zone interdite dont les journalistes s'écartaient avec précaution. Mais aujourd'hui, l'affaire de Broglie, l'affaire Claustre, les scandales de la drogue, les rapports du « milieu » et des « partis » au moment des quêtes électorales, sont couverts par une sorte de secret d'Etat. Qui trouverait-on derrière ? Et qui oserait révéler. On nous instruit par des exemples, comme disait Bossuet. Le couloir dans lequel fut abattu un journaliste qui en savait trop sur les fortunes-champignons de Toulouse attend, comme une trappe, ceux qui bavardent sans discernement.

Le régime qui pourrait assainir cette pourriture n'est pas pour demain. Les « divisions » ne sont là que pour amuser les badauds. Sur l'essentiel on est bien d'accord. Et la banderolle qu'on promène en tête du cortège porte les

mots bien connus : « On ne paie jamais trop cher le prix de la liberté ».

Le prix de la liberté, nous le connaissons. Pour l'acquitter, 80 % des gangsters responsables d'actes de terrorisme ont échappé à la police, 50 % ont gardé la totalité de la rançon réclamée ou obtenu les libérations exigées (enquête du Pentagone). Pour l'acquitter, des centaines de margoulinins gagnent des milliards sur le trafic de la drogue ou des armes ou en servant d'intermédiaires dans des contrats. Pour l'acquitter, vingt mille gangsters connus, fichés, vivent ouvertement des boîtes, des maisons de jeu ou de prostitution clandestines et font des procès à ceux qui mettent en question leur honnêteté, ils ont des avocats, des façades, des amis puissants qui ont besoin de leurs services. Pour l'acquitter, le pays tout entier est devenu une poubelle et les honnêtes gens se disent qu'ils sont des niais. Mais le mot seul d'autorité fait peur ou du moins l'on prétend à l'envi qu'il fait peur et que tout le monde s'indigne et se scandalise à l'idée qu'on invite les milliardaires sans cause à nous expliquer comment ils ont pu devenir immensément riches sans avoir participé à aucun secteur de la production et sans avoir rendu aucun service. En les priant de faire la preuve de leur enrichissement sans que nous ayons à apporter la preuve des vols qu'ils ont habilement dissimulés.

Quand ce travail d'assainissement aura commencé, s'il commence un jour, la vase dans laquelle nous vivons nous empoisonnera peut-être un peu moins de ses miasmes et nous pourrons avoir une chance de respirer.

Maurice BARDECHE.

LUCIEN REBATET.

Lettres écrites pendant la guerre ⁽¹⁾

I

La Librairie Coulet et Faure, 5, rue Drouot, annonce dans son N° 152 (février 1977) une longue lettre de Rebatet à un lecteur de Je suis partout exposant la politique du journal avant la guerre et les raisons de ses positions actuelles (la lettre est écrite le dimanche de Pâques de 1941, trois mois avant l'offensive allemande contre l'URSS). Rebatet rappelle à son lecteur gaulliste que Je suis partout « malgré et à cause de sa clairvoyance, dit le présentateur, n'était pas germanophile et que tous ceux qui, comme lui, venaient de l'Action Française étaient depuis toujours partisans d'une position de force contre l'Allemagne et ce jusqu'en 1936. A partir de cette date, et parce qu'une guerre contre l'Allemagne devenait une folle aventure, ils sont devenus partisans de la paix, ont cherché à détacher la France de l'infâme et absurde coalition qui l'entraînait vers la guerre... En 1941, il reste, après une défaite par les armes, à préparer un avenir bien incertain. »

MM. C. Coulet et A. Faure ont bien voulu nous autoriser à publier cet important document qui éclaire très bien la politique du grand hebdomadaire dirigé par Pierre Gaxotte, puis par Robert Brasillach.

Paris, le dimanche de Pâques 1941.

Monsieur,

Vous êtes chrétien. Vous êtes certainement sincère. Vous n'êtes pas anonyme. Vous méritez donc une réponse.

Je ne serai pas moins franc que vous ne l'êtes. Il est toujours attristant pour nous de voir des lecteurs qui paraissent nous connaître depuis longtemps, sur qui nous aurions donc dû exercer une certaine influence, donner malgré tou-

tes les leçons des faits, la preuve d'une telle confusion d'esprit, garder une telle peur des mots. Quels points gros comme la lune faudra-t-il donc que nous mettions sur tous les i ? De quel glossaire faudra-t-il que nous fassions accompagner chacun de nos paragraphes ?

Si j'avais parlé de « révolution fasciste », « nationaliste et anticapitaliste », voire de « révolution socialiste et nationale », vous n'auriez sans doute pas sourcillé. J'aurais sacrifié à des clauses de vocabulaire qui conservent tant de prix pour les Français.

Mais le nom dont on décore les choses n'empêche pas ces choses-là d'exister. J'ai parlé de révolution « nationale-socialiste » parce que c'est le mot *propre*, celui qui désignera devant l'histoire ce vaste conflit d'idées et d'intérêts où les démocraties sont en train de disparaître avec leurs conceptions, leurs méthodes ploutocratiques et juives.

Je regrette autant que vous, croyez-le bien, que cette lutte n'ait pas été conduite par la France, que ce ne soit pas un mot français désignant cette révolution qui ait triomphé. Mais ce mot français, nous n'aurions même pas été capable de le forger.

Il n'en est pas moins indiscutable qu'un ordre nouveau s'est établie dans l'Occident, en Italie, en Allemagne, en Hongrie, en Roumanie, dans la noble et admirable Espagne, au Portugal même. En disant que nous lui étions acquis depuis longtemps, nous ne jetons pas le masque, nous ne renions rien : car nous l'avons écrit depuis des années avant la guerre. Je ne vous donnerai pas de références, car il faudrait citer notre collection entière. N'étions-nous pas depuis 1934 des « fascistes assassins ? ».

Etions-nous pour cela germanisants ? Pas le moins du monde. Nous venions pour la plupart de *l'Action Française*, qui avait été le seul point sérieux de résistance aux bêtises du briandisme. Nous avions annoncé, même avant *l'Action Française*, la terrible puissance que représentait Hitler et sa victoire certaine.

Nous avons été partisans des méthodes de la force contre l'Allemagne aussi longtemps qu'elles gardaient une

chance de succès, c'est-à-dire jusqu'à 1936. A partir de cet instant, nous avons été partisans de la paix, parce qu'une guerre punitive contre l'Allemagne réarmée, couverte par la ligne Siegfried, deux fois plus peuplée que nous, n'était plus possible avant de longues années, qu'en tout cas ceux que commençaient à la rêver à Paris, à Londres, à New-York et à Tel Aviv prenaient très exactement le chemin qu'il fallait pour la perdre.

Oui, dès ce moment-là, nous ne l'avons jamais caché, nous avons plus de points communs avec un jeune nazi passionnément antijuif, antimarxiste, anticapitaliste et pardessus le marché respectueux de la France, des héroïques poilus de 14-18, qu'avec ces Français inféodés à Léon Blum, aux banques de la City et de Wall-Street. Nous savions qu'il ne restait plus pour notre pays qu'une seule chance de salut : se détacher de l'infâme et absurde coalition qui l'entraînait vers la guerre, faire à l'intérieur sa révolution nationale et sociale, une révolution qui n'avait rien à voir avec la croix gammée, qui aurait eu son visage *français*.

Nous avons tout prévu : la faillite de Blum (ce n'était pas difficile), l'Anschluss, la dislocation des Etats artificiels de Versailles, la victoire de Franco, l'entente (de pur intérêt, nullement idéologique) de Berlin et de Moscou, la défection anglaise, l'abstention de l'Amérique.

Comprenez-vous combien il peut-être triste pour des Français qui ont fait mieux que quiconque leur devoir patriotique en montrant, malgré toutes les calomnies, les abîmes où on entraînait leur pays, de se voir opposer la lucidité du Kerillis ? (1).

Vous me rappelez ce passage où Kerillis a prévu, en 1937, l'entrée en guerre de l'Italie. Ne voyez-vous donc pas que Kerillis est un de ces misérables qui ont poussé de toutes leurs forces l'Italie dans cette guerre ? Faites appel,

(1) Journaliste belliciste qui dirigeait *L'Echo de Paris*. Plus tard, gaulliste, puis adversaire acharné du Général De Gaulle, auteur d'un célèbre pamphlet *De Gaulle dictateur* (1947).

je vous prie, à votre mémoire. Qui a osé, quand il était encore temps d'agir, le seul geste positif contre l'hégémonie allemande ? Mussolini, mobilisant en 1935 ses troupes sur le Brenner après l'assassinat de Dollfuss. Mussolini était alors le champion en Europe de la lutte contre le pangermanisme. S'il y avait eu à ce moment-là une France « fasciste » à ses côtés, la question était réglée pour un siècle ; au lieu de voir dominer en Europe une politique autoritaire germanifiée, nous aurions vu dominer une politique autoritaire latine, c'est-à-dire française, puisque nous n'avions aucune peine à passer devant les Italiens. Cela, Mussolini, que j'admire et *que je plains*, l'a voulu, cherché plus que quiconque. Il ne pouvait rien sans notre aide. Or, trois mois après le Brenner, à propos de l'Ethiopie, nous nous déclarions ses ennemis.

Votre admirable Kerillis fut le défenseur le plus acharné des sanctions, d'un plan monstrueux qui tendait à réduire l'Italie par la famine. Pourquoi ? Parce que Kerillis était un agent *anglais*. Et que l'Angleterre, égoïste et bornée, la nation du monde la plus lente à se mouvoir et à concevoir une idée, ne voyait rien au-delà de ses privilèges commerciaux, de ses prérogatives sur le canal de Suez que nous avons fait et qu'elle nous vola. L'Angleterre, qui nous avait empêché de toute la force de son or de dominer définitivement l'Allemagne parce qu'elle ne tolérerait pas une France nation maîtresse sur le continent, l'Angleterre n'avait pas compris que l'Allemagne était redevenue formidable, que la seule chance de la contenir était d'avoir l'Italie dans son jeu.

Malgré les sanctions, nous aurions pu, grâce à Laval, recoller nos rapports avec l'Italie. Laval a été renversé avec l'argent anglais. La maçonnerie judéo-anglaise alliée aux milliardaires de Londres, ne pardonnait pas à Mussolini son action contre les Loges.

L'Italie, sentant cependant où était son véritable intérêt, nous a encore tendu la main : en 1936 sous Blum, en 1937 sous Chautemps, en 1938 sous Daladier, même en 1939, une fois la guerre déclarée, pour obtenir une paix blanche qui eût été encore possible. On a toujours craché dans cette

main. Kerillis était le plus acharné à l'insulter. Votre coupure de presse de 1937 n'est autre qu'une provocation à la guerre, pour démontrer qu'il n'y avait plus rien à attendre de l'Italie. Elle s'est avérée exacte parce que la France, hélas ! a suivi Kerillis au lieu de *Je Suis Partout*.

On a fait grand état des manifestations italiennes pour « Nice, la Corse, la Savoie », uniquement spectaculaires et de cette emphase qu'on affectionne là-bas, on a caché que les propositions diplomatiques de l'Italie étaient d'un tout autre ordre : Djibouti, un statut des Italiens de Tunisie, des avantages à Suez, toutes choses légitimes de la part d'un pays de 40 millions d'habitants.

La veille encore de la guerre, l'Italie proposait sa médiation. Elle fut repoussée par vos bellicistes, dont Kerillis était le plus bruyant porte-voix. L'Italie redoutait la guerre autant que nous. Mussolini savait que la victoire de l'Allemagne abaisserait fatalement son pays à un rang très inférieur. Clairvoyant, il a tout fait pour éviter cette catastrophe. Il a reculé jusqu'à la dernière minute pour se déclarer contre nous, il a attendu l'instant où la neutralité faisait vraiment perdre à son pays tous ses avantages, qu'elle équivalait (à cause de l'Afrique Anglaise) à une trahison. Il a espéré jusqu'au bout en un sursaut de notre sagesse, une paix séparée qui, intervenant le 20 mai, après Sedan, nous eût sauvés de l'invasion. Mussolini n'était pas un imbécile et un vendu comme Raynaud ou Daladier. On a beaucoup parlé des avions italiens qui ont tué des civils français en Touraine. Je ne doute pas qu'il n'y ait eu parmi les pilotes un certain nombre d'enragés, nous haïssant (ils y avaient quelques droits !), et assouvissant cette haine. Mais quand on ne veut pas voir des choses de ce genre, on commence par ne pas faire la guerre. Et puis, dans les colonnes de juin 40, je puis vous garantir qu'il était diablement difficile de distinguer les civils des militaires.

Quant aux grands rires de certains de nos compatriotes devant les revers des Italiens en Afrique, je ne les ai pas trouvés non plus de saison. On n'a pas à se moquer de la frousse du voisin, quand on a détalé comme nous l'avons

fait de la Meuse à la Gironde, dans la plus effroyable panique de toute notre histoire.

Mussolini mis dans notre jeu en 1936, grâce à quelques concessions, c'était l'Allemagne stoppée, la reconstitution contre elle de la grande coalition de 1915, tous les Balkans à nos côtés, assurant notre liaison avec la Pologne, la Turquie et la Bulgarie vraisemblablement gagnées, la Tchécoslovaquie et l'Autriche sauvées, vraisemblablement, tout au moins secourables en cas d'attaque, la victoire possible contre l'Allemagne et les entreprises excessives du pangermanisme.

C'était notre politique. Elle ne tendait évidemment pas à protéger les principes démocratiques et les gros coffres-forts, mais à faire de la France l'arbitre suprême, le premier pays de l'Europe. On a préféré la politique du mercenaire des Anglais, celle de votre Kerillis. Votre prophète envisageait de gaité de cœur la guerre sur trois fronts : Rhin, Alpes, Pyrénées. Il a voulu la guerre pour la Tchécoslovaquie, pour la Pologne, à qui on ne pouvait pas envoyer un seul soldat. Il nous a jetés dans cette guerre en criant « victoire ! » quand le bon sens le plus élémentaire montrait que nous n'avions aucun moyen contre la ligne Siegfried, que notre aviation, nos chars étaient d'une faiblesse désolante, que la Pologne isolée succomberait, qu'aucun pays balkanique ne s'engagerait avec nous dans une aussi folle aventure (nous n'avions du reste rien tenté de sérieux pour les décider). L'Angleterre, l'Amérique, la Russie, les Hindous, les Peaux-Rouges, les Zoulous, qui sais-je encore, devaient selon votre Kerillis combler ces négligeables lacunes.

Vous avez vu le résultat.

Nous sommes tous pauvres. Nous n'avons jamais touché un centime de qui que ce soit. Nous sommes tellement « hitlériens » qu'il nous a fallu sept mois pour avoir des autorités allemandes l'autorisation de reparaître, qu'il nous en a fallu neuf pour faire libérer notre ami Brasillach rédacteur en chef, alors qu'une nuée d'infimes journalistes sans couleur politique a été relâchée des camps de prisonniers depuis l'automne.

Au lieu de nous dire, comme heureusement de nombreux lecteurs le font : Pourquoi ne vous a-t-on pas écoutés ? Quel malheur ! vous nous ressortez M. de Kerillis, agent avéré de la Russie et plus encore de l'Angleterre, stipendié de Londres (les textes précis ont été publiés depuis l'armistice dans la presse des deux zones) par le canal de la banque juive Lazard, émigrée avec 7 millions en livres sterling et de dollars dans ses poches au Canada, où elle fait campagne aujourd'hui pour l'affacement de la France et contre le Maréchal Pétain.

Vous me permettez de trouver assez étranges vos prédilections.

Je déplore, je le répète, que nous n'ayons pas eu l'énergie d'abattre ce misérable et quelques autres comme des chiens vendus qu'ils étaient. Nous aurions rendu au pays un immense service, fait entendre ainsi les seuls arguments qui puissent imposer silence à des traîtres et des juifs. Mais ce regret, nous seuls avons le droit de l'énoncer. *Personne n'est qualifié en France pour donner des leçons de courage à des journalistes* qui ont défendu jusqu'à la prison par pur patriotisme et par honnête intelligence une politique de sagesse, une politique qui épargnait à leur pays un épouvantable malheur. Dois-je vous rappeler que deux d'entre nous, Lesca et Laubreaux (1) ont payé d'un mois de geôle infernal le crime d'être restés antisémites pendant la guerre, qu'ils ont failli y laisser leur vie, que si nous n'avons pas tous subi leur sort, c'est que nous étions à ce moment-là aux armées en pleine tourmente et que si le règne de Mandel avait duré quelques jours de plus, nous aurions tous été fusillés ?

Pour l'affaire de Finlande, je vous accorde que nos articles du moment sont d'un comique assez douloureux quand on les relit en 1941. Si pessimistes, si bien renseignés que nous fussions, nous nous imaginions encore à ce moment-là que nos frontières étaient à peu près inviolables, notre armée deux fois plus fortes que dans la réalité.

(1) Directeur et rédacteur en chef de **Je Suis Partout** en 1939, emprisonnés au camp de concentration de Gurs dans les Pyrénées.

Nous voulions surtout démontrer la russophilie incurable et intéressée de Kerillis, et de sa clique, à ce moment où, contre les plus éclatantes évidences, cette bande s'obstinait à cultiver l'espoir russe ! !

Kerillis était contre une campagne finlandaise parce que Londres ne la voulait pas, espérant toujours décrocher Moscou et Berlin. Deux mois après, quand Churchill eut décidé la folle entreprise norvégienne, Kerillis en bavait de joie !

Aujourd'hui, la France ne peut militairement plus rien, cela pour un temps absolument imprévisible. Il lui reste tout juste de quoi garder son empire et assurer sa police. L'Allemagne a le contrôle de son fer, de son charbon pour le temps qui lui plaira ; il ne faut pas s'imaginer qu'elle sera aussi stupide que nous le fûmes avec elle après 1919, en la laissant benoîtement se réarmer jusqu'aux dents. Notre état-major a d'ailleurs fait la preuve de sa honteuse incapacité. Rien de commun entre la France rossée de 1941 et l'allégresse à peine entamée de 1919. L'apathie de nos concitoyens, « très forts pour aboyer comme des roquets aux bottes des feldgrau », mais à part cela d'une complète lâcheté, met la dernière touche à notre tableau. Sachez par exemple que nous avons le droit de recruter une armée de métier de 100.000 hommes. En neuf mois, dans ce pays si farouchement revanchard, nous avons trouvé *quatorze mille engagés volontaires*.

Il nous reste une chance : celle de pouvoir négocier convenablement avec l'Allemagne, en présentant à la table de paix un gouvernement « fasciste », « national-socialiste », « garde de fer », tout ce que vous voudrez, mais en tout cas un gouvernement de l'espèce autoritaire, qui soit capable de prouver que la France a bien rompu avec la démocratie, qu'elle renie une guerre de croisade faite contre la jeune Europe dictatoriale, qu'elle est prête à tenir dans cette Europe-là un rôle économique et intellectuel digne de ses ressources et de son passé. Que cette chance soit précaire, je n'en disconviens point. Que ce rôle soit de second plan, cela est l'évidence. Mais que voulez-vous ! Il faut bien nous

mettre dans la tête qu'une nation paye toujours des fautes comme celles que nous avons accumulées. Et puis, nous n'avons pas le choix.

C'est parce que certains ministres de Vichy ne l'ont pas compris, parce qu'ils ont chassé Laval, qui, lui, voyait clair que je les attaque.

Mais peut-être, Monsieur, êtes-vous un de ces innombrables citoyens qui attendent au coin de leur feu que la victoire anglo-américaine vienne les délivrer avec l'appui du rouleau compresseur russe.

Dans ce cas, j'aurai évidemment perdu deux heures à vous chapitrer, ce que je regretterai, car j'ai fort à faire.

Je vous demande cependant de réfléchir à tout ceci, parce que j'ai la conviction de m'adresser à un bon et honnête Français qui n'a d'autre tort que celui de ne pas vouloir admettre la piètre situation où son pays s'est mis.

Nous ne nous sommes pas trompés naguère, simplement parce que nous étions libres de dire la vérité. Nous le sommes toujours. Nous vous disons que l'Angleterre est *perdue*, Sans recours depuis Dunkerque, que l'Amérique sans soldats, sans industrie de guerre, en pleine anarchie sociale, ne peut rien pour elle, que la Russie ne bougera jamais dans ce conflit-là. L'Angleterre va récolter les fruits de ses crimes, de son impérialisme orgueilleux qu'elle faisait soutenir par le sang des autres, en s'épargnant pour elle le métier de soldat. Qu'elle n'ait pu se lancer dans la dernière aventure balkanique prouve qu'elle est au bout du rouleau. Ceux qui vous disent le contraire ne font que répéter des divagations juives.

Vous ne le croyez pas ? Dans ce cas, si vous êtes loyal, permettez-moi de vous donner rendez-vous avant les vendanges pour reconnaître une erreur qui risque de nous coûter plus cher que toutes les autres. Mais à ce coment-là, pour réparer, il sera *bien tard*.

Croyez, je vous prie, que je suis prêt à serrer votre main de Français, sans la moindre rancune, dès que vous nous aurez donné enfin raison.

FRIEDRICH KARL WIEBE

Les Juifs en Allemagne avant Hitler

La plus grande partie de l'opinion regarde la prévention des hitlériens contre les juifs comme une attitude purement dogmatique et ils les accusent d'avoir médité une politique de persécution injustifiée. La documentation que nous produisons ci-dessous expose une réalité sensiblement différente. En dénonçant les excès de l'infiltration juive en Allemagne, les nationaux-socialistes n'étaient pas les porte-parole du racisme, mais ils exprimaient un sentiment très largement répandu dans toutes les couches de la population allemande. Au début des campagnes d'Hitler, les Allemands prenaient conscience de l'invasion juive en Allemagne, ils comprenaient que les juifs s'installant dans des secteurs décisifs de l'économie, de la vie intellectuelle et de la direction politique se rendaient maîtres du destin et de l'âme de leur pays. C'est un phénomène de saturation aussi dangereux pour ceux qui le provoquent que pour ceux qui le subissent. Cette situation qui a tendance à se reproduire aujourd'hui dans divers pays explique des phénomènes de rejet de l'organisme social tout entier qui surprennent ceux qui refusent d'analyser les causes. Les précisions et les chiffres que nous donnons ci-dessous sont un avertissement et une leçon dont nous devrions tenir compte.

L'auteur de l'étude que nous citons commence par constater « la distribution exclusivement régionale des Juifs allemands en raison de leur émigration méthodique hors des districts agricoles et de leur agglomération dans les grandes villes », répartition qu'il estime « à la fois nuisible et néfaste aussi bien au judaïsme lui-même qu'à la vie collective de l'Allemagne. »

Après quoi, l'auteur continue ainsi :

La structure professionnelle du judaïsme était également affectée d'une unilatéralité aussi morbide. Ici encore

la statistique nous montre que le judaïsme était un arbre sans racines, sans attaches solides dans la vie collective. Son organisation sociale anormale reposait sur une préférence quasi exclusive accordée à l'activité commerciale et accessoirement aux professions de l'industrie et des transports, le travail manuel dans l'agriculture, dans l'artisanat ou dans d'autres secteurs de la vie économique se trouvant presque anxieusement évité.

Les résultats du recensement des professions qui eut lieu en 1925 dans les différents « Länder » du Reich, permet de vérifier cette constatation. Ce recensement donna, par ex., pour la Prusse, le Wurtemberg et la Hesse, le tableau suivant quant aux pourcentages de répartition des Juifs ayant une profession entre les divers groupes professionnels.

Catégorie professionnelle	Prusse	Wurtemberg	Hesse
Commerce et transports	58,8 %	64,6 %	69 %
Industrie	25,8 %	24,6 %	22 %
Agriculture	1,7 %	1,8 %	4 %

Il est vrai qu'on dit fréquemment, que, par suite d'une contrainte extérieure, par la situation politique et sociale qui leur était imposée, du fait du ghetto où ils devaient vivre et du boycottage qui leur aurait été infligé, les Juifs se sont trouvés refoulés des professions manuelles et aiguillés de force vers l'activité commerciale. A cela il conviendrait de répondre que partout où ils se trouvaient nombreux dans les districts agricoles, par ex., dans l'ancienne province de Posnanie et dans celle de Hesse-Nassau, les Juifs ont eu la possibilité absolue de se livrer à l'agriculture ou à l'artisanat. Il n'y avait à cela ni empêchement ni obstacle. Et cependant, ils ont préféré réaliser des gains faciles et abondants comme marchands de bestiaux, de grains ou d'engrais artificiels et surtout en faisant travailler leur argent.

Félix A. Theilhaber, l'économiste juif bien connu, atteste lui-même dans son étude sur les raisons de la désagrégation

tion à laquelle son peuple est en proie « *Der Untergang der deutschen Juden* » (« La fin des Juifs allemands ») (Berlin 1921), que ce qu'on appelle la production de base ne convient pas au caractère israélite. Il concède que ce sont surtout les dispositions raciales qui poussent les Juifs vers les professions dites d'intermédiaires, parce que ce sont elles qui semblent leur promettre le plus de succès et la sécurité matérielle désirée. Theilhaber aboutit aux intéressantes conclusions suivantes :

« L'agriculture n'est pas pour les Juifs allemands le jardin des Hespérides... caractère, traditions et conditions économiques les amènent à préférer certaines professions... De sorte qu'il est tout naturel que la juiverie allemande occupe tels secteurs de la vie collective et présente certains types sociaux (ceux du confectionneur juif, de l'agent juif, de l'avocat juif et du médecin juif). On peut aussi retrouver la note et les particularités juives dans d'autres professions (grands magasins, pelleterie, commerce du tabac, la presse elle-même). L'un des traits juifs est la tendance à l'individualisme, l'ardent désir de se rendre indépendant et un besoin irrésistible de se créer une situation matérielle aussi favorable que possible. »

Parmi les professions libérales indiquées par l'auteur juif, c'étaient en effet surtout la médecine et le barreau qui attiraient les Juifs, précisément parce qu'ils offraient des perspectives d'avantages matériels considérables. Aussi l'influence juive était-elle particulièrement grande dans ces professions ; elle avait même fini par y revêtir, en partie, un caractère prépondérant.

Dans un total de 50 000 médecins exerçant en Allemagne en 1932, les Juifs comptaient 6488 des leurs, soit 13 % de l'ensemble, c'est-à-dire que le pourcentage des situations qu'ils occupaient étaient le décuple de celui qui aurait correspondu à leur pourcentage démographique. (Il est au surplus très intéressant de constater que dans la profession médicale ils abondaient comme spécialistes des maladies vénériennes).

Dans la capitale du Reich, à Berlin, la proportion des Juifs dans la carrière médicale était encore plus élevée, puisqu'elle atteignait 42 % et pour les médecins des caisses-maladie même 52 %. Parmi les médecins en chef des nombreux hôpitaux de la ville 45 % étaient d'origine juive.

Les chiffres relatifs à la pénétration dans le notariat et le barreau indiquent, eux aussi, une énorme disproportion lorsqu'on les compare au nombre d'Israélites de la population totale du Reich. Sur les 11 795 avocats-avoués admis à plaider en Prusse en 1933, 3350 étaient Juifs, soit environ 30 % du total et sur les 6236 notaires en charge à la même époque 2051, soit 33 % étaient également Juifs. Et ici encore la proportion était beaucoup plus forte à Berlin, puisque les chiffres respectifs étaient 48 % et 56 %.

A cela il convient d'ajouter que dans l'administration et dans l'organisation de la justice également bon nombre des postes précisément les plus importants étaient occupés par les Juifs baptisés ou des Juifs demeurés tels. Même constatation pour les chaires des universités. Voici à l'appui de cette constatation une statistique de 1931 concernant 3 grandes universités allemandes. (Indépendamment des facultés de droit et de médecine, on a également tenu compte ici de la faculté de philosophie (lettres-philosophie) parce qu'elle présente la même caractéristique d'une pénétration juive anormale).

Faculté	Berlin	Breslau	Francfort s. I. M.
Droit	Sur 44 membres du corps enseignant 15 juifs = 34 %	Sur 23 membres du corps enseignant 6 juifs = 26 %	Membres juifs du corps enseignant 33 %
Médecine . .	Sur 265 membres du corps enseignant 118 juifs = 43 %	Sur 110 membres du corps enseignant 43 juifs = 43 %	Membres juifs du corps enseignant 28 %
Philosophie	Sur 268 membres du corps enseignant 85 juifs = 31 %	Sur 107 membres du corps enseignant 26 juifs = 25 %	Membres juifs du corps enseignant 32 %

Deux des plus importants secteurs de la vie de la collectivité, le fonctionnement de la justice et l'hygiène risquaient donc fort de passer en mains juives.

Les Juifs dans la vie économique de l'Allemagne

Beaucoup plus grave encore était l'envahissement de la vie économique allemande par les Juifs. Conformément aux tendances que nous avons exposées ci-dessus, le commerce était dans cet orbe l'apanage israélite. Et sa grande période — il faut le dire immédiatement — avait été le temps de l'inflation en Allemagne (1919-1923). On faisait alors carrière moins en s'adonnant à un travail productif assidu qu'avec un flair spéculatif en une ingéniosité mercantile. De sorte qu'au cours de ces années les consortiums juifs pullulèrent. Il suffit de rappeler les noms bien connus de Jakob Michael, de Richard Kahn et de Jakob Schapiro ou d'évoquer le souvenir des entreprises méphétiques des spéculateurs autrichiens Siegfried Bosel et Castiglioni qui acquirent également hors d'Allemagne la plus triste célébrité. Toutes ces fondations s'effondrèrent, après avoir coûté à la fortune nationale allemande des sommes énormes, lorsqu'à la fin de l'inflation s'ouvrait une période de travail plus sain.

Dans son étude sur « La crise économique du Juif allemand », le Dr. Alfred Marcus, statisticien juif, a recherché en 1931 qu'elle pouvait bien être la participation juive aux divers secteurs du commerce allemand. Il aboutit, entre autres, aux extraordinaires constatations suivantes :

Sur 603 maisons du commerce des métaux alors existantes en Allemagne (1930) il s'en trouvait 346, soit 57,3 %, en mains juives ; dans le commerce des vieux métaux 211 firmes, soit 41 %, étaient juives sur un chiffre total de 514 maisons ; dans le commerce des céréales 1543, soit 22,7 %, sur 6809 ; dans le commerce des textiles en gros 3938, soit 39,4 %, sur 9984, et dans la confection pour dames on atteignait même les chiffres de 81 sur 133 entreprises de gros, soit 60,9 %. Dans le secteur spécial de la librairie et du commerce des objets d'art, activités qui sont également d'une importance culturelle capitale, nombre des firmes les plus importantes étaient des firmes israélites. Il suffira de nommer S. Fischer, Cassirer, Flechtheim, Ullstein et Springer.

Nous arrivons à des constatations encore plus importantes dans le domaine du trafic de l'argent, c'est-à-dire dans le secteur du régime bancaire. Ici, presque toutes les positions-clé étaient occupées par des anaryens. Si nous entrons dans les détails, nous voyons qu'ici les situations suivantes étaient détenues soit par des Juifs, soit par des demi-Juifs :

A la « Deutsche Bank u. Disconto-Gesellschaft » (1929), les deux présidents du conseil d'administration et 4 des douze membres de la direction ; à la « Darmstädter und Nationalbank », le président du conseil d'administration et deux de ses suppléants, en outre trois des cinq associés personnellement responsables ; à la « Dresdner Bank » le président du conseil d'administration et son suppléant, en outre trois des sept membres du conseil d'administration ; à la « Berliner Handelsgesellschaft », finalement, les trois associés.

Les grandes banques privées étaient aussi presque exclusivement des fiefs juifs. Il suffit ici d'énumérer les noms de firmes aussi connues que celles de : Arnhold, Behrens, Warburg, Bleichröder, Mendelssohn, Goldschmidt-Rothschild, Dreyfuss, Bondy et Maron, Aufhäuser, Oppenheim, Levy, Speyer-Ellisen, Heimann, Stern.

Partant de ces positions-clé du capital de spéculation l'influence juive par le canal des conseils d'administration se faisait sentir jusqu'aux dernières ramifications de l'industrie allemande. L'« Adressbuch der Direktoren und Aufsichtsräte » (« Bottin » des directeurs et des membres des conseils d'administration) paru en 1930 — soit longtemps avant l'arrivée au pouvoir des nationaux-socialistes — montre l'ampleur vraiment effrayante de l'emprise de ce capital de spéculation et de finance juif ou dirigé par les Juifs sur l'économie allemande.

Nous avons en tête le banquier juif Jakob Goldschmidt membre de 115 conseils d'administration et, venant après lui, le financier Louis Hagen, également Juif, détenteur de 62 délégations analogues. La troisième place est occupée par un avocat-avoué aryen, immédiatement suivi de quatre ban-

quiers juifs totalisant 166 mandats dans des conseils d'administration. Et dans les rangs subséquents ce sont aussi des Juifs qui dominent presque exclusivement.

Cette énorme et malsaine accumulation de mandats de Conseils d'administration entre les mains d'une petite clique de manieurs d'argent juifs était absolument incompatible avec un accomplissement consciencieux des devoirs inhérents à ces fonctions. Elle multipliait, en revanche, les occasions de gains faciles d'une ampleur extraordinaire. Elle a été l'une des principales causes du discrédit du système politique et économique de ces années et l'une des raisons de l'expansion de l'antisémitisme précisément dans les masses allemandes.

Car la domination de l'industrie allemande résultant du régime des Conseils d'administration juifs allait de pair avec l'envahissement par la juiverie des postes immédiats de commande de la production industrielle. Dans un domaine aussi vaste, aussi différencié et aussi ramifié on ne peut naturellement donner que quelques exemples, sans pouvoir épuiser, ne fût-ce qu'approximativement, le thème de l'expansion réelle des Juifs dans l'économie industrielle.

Nous mentionnerons, à titre d'exemple dans l'industrie électrique l'importance AEG (Allgemeine Elektrizitäts-Gesellschaft). C'était une fondation du Juif Emile Rathenau et, à l'issue de la guerre mondiale, elle se trouvait sous la direction de deux hébreux. Dans l'industrie des métaux, de nouveau à titre d'exemple, c'était la « Frankfurter Metallbank » qui, sous la direction du Juif Merton, dominait presque tout le marché de la branche. Les Etablissements Osram qui étaient à la tête de la fabrication des lampes à incandescence étaient dirigés par le Juif Meinhardt. Les grands établissements allemands du caoutchouc, la « Continental » à Hanovre et la « Calmon » à Hambourg, étaient ou des fondations juives ou étaient menés par des Juifs. Dans l'industrie du cuir, c'étaient les firmes juives Adler et Oppenheim, Salamander et Conrad Tack A. G. qui faisaient la loi. Le marché du fer était contrôlé par le Juif Ottmar Strauss et dans l'industrie de la potasse l'influence du Juif Hugo Herz-

feld était de première importance. Dans le secteur de l'industrie lourde Paul Silberberg avait la haute main sur l'industrie rhénane du lignite tandis que les frères Petschek détenait une situation prépondérante parallèle dans le bassin du lignite de la Moyenne-Allemagne.

La part des Juifs dans les organisations économiques et dans les institutions officielles de cet orbe était démesurée. C'était surtout le cas dans les Chambres de l'Industrie et du Commerce. La plus grande d'entre elles, celle de Berlin — pour ne citer que cet exemple — comptait en 1931 50 Juifs ou mi-Juifs sur 98 membres et dans ses commissions professionnelles et techniques 400 Juifs et mi-Juifs sur 1300 membres, tandis que sur les 209 juges consulaires désignés par elle 131 étaient anaryens. Des 6 membres du bureau — un président et 5 vice-présidents — le président lui-même et 3 de ses suppléants étaient israélites.

La situation dans les Bourses était encore pire. Nous prendrons naturellement ici, une fois de plus, comme exemple la Bourse de la Capitale, qui était évidemment la plus importante. Des 36 membres de la direction de la Bourse des valeurs mobilières 25 étaient Juifs ; à la Bourse des produits nous trouvons 12 Juifs parmi les 16 membres de la direction et à la Bourse des métaux 10 Juifs sur les 12 membres de la sienne. La Commission du marché à terme comptait 15 Juifs parmi ses 18 membres et la Commission d'admission des valeurs 18 Juifs sur 23 membres. Parmi les 70 membres de la direction de la Bourse figuraient 45 Juifs. De même ceux qui avaient accès à la Bourse étaient principalement des hébreux : c'est ainsi, par ex., qu'en 1930 on releva 1200 Juifs environ parmi les 1474 personnes qui fréquentèrent la Bourse pour leur propre compte ; les chiffres sont respectivement pour la Bourse du Commerce 520 Juifs environ et 578 visiteurs, pour la Bourse des métaux on put même enregistrer 80 Juifs parmi les 89 personnes qui y eurent accès !

Il est évident que la banque officielle d'émission du Reich, la « Reichsbank », ne pouvait résister à la longue à cette emprise de la juiverie sur le commerce de l'argent ainsi

que sur toutes les situations importantes de la vie économique, emprise qui revêtait presque le caractère de monopole. De sorte que dès la période comprise entre 1925 et 1929 sur les 6 membres allemands du « Conseil de régence de la Reichsbank » il n'y avait pas moins de 4 Juifs ou demi-Juifs. Et quant aux membres du Conseil des censeurs ils étaient même tous les trois aryens ainsi que deux de leurs suppléants. Il convient encore maintenant de compléter l'appréciation précédente de la part du judaïsme dans la vie économique allemande, appréciation qui se plaçait surtout au point de vue quantitatif, par une appréciation qualitative sous un certain rapport. A cet égard il importe de ne pas oublier ceci : d'après le recensement des professions des divers « Länder » de l'année 1925, on a pu constater que dans le plus grand pays du Reich, en Prusse, il se trouvait à peu près 92 000 Juifs au point de vue confessionnel, sur un ensemble d'environ 3 millions de personnes professionnellement actives, dans une situation éminente ou indépendante. Ce qui veut dire que 48 % de tous les Juifs ayant une profession avaient une position en relief, tandis que la proportion correspondante pour le surplus de la population ne dépassait pas 16 %.

Si l'on confronte ces résultats avec le pourcentage juif que donne la catégorie des travailleurs manuels qui ne sont pas à leur compte, la structure sociale anormale de la juiverie nous apparaît de façon fulgurante. En effet, tandis qu'on recensait en 1925 dans le « Land » de Prusse environ 8 millions 900.000 travailleurs manuels (soit 46,9 % de l'ensemble de la population active), la proportion des Juifs dans ce nombre ne dépassait pas 16.000 participants (soit 8,4 % de toute la population active israélite). Le pourcentage des Juifs qui, dans les situations éminentes, était trois fois aussi élevé que celui de la population totale, s'abaissait donc dans les professions manuelles au sixième de la quote-part du reste de la population et se réduisait pratiquement presque à rien.

Une appréciation qualitative complémentaire telle que celle-ci souligne le fait qu'avant l'arrivée au pouvoir des nationaux-socialistes l'ensemble de la vie économique allemande se trouvait à un degré d'envahissement juif, qui don-

nait la chair de poule, en se manifestant surtout dans ses positions éminentes et dans ses situations de direction.

Les Juifs dans la politique allemande

On sait que Karl Marx, le père du marxisme, provenait d'une famille de rabbins. Et l'évolution de la tendance d'esprit qui caractérise cette doctrine montre qu'il ne s'agit pas là d'un pur caprice du hasard. Car, au berceau du mouvement ouvrier socialiste de notre époque se tenait également un autre Juif : Ferdinand Lassalle, fils d'un négociant en soieries de Breslau. Et leur père, spirituel à tous deux a été le Juif Moses Hess que le standard-work de la juiverie allemande, l'« Encyclopédie juive » (« Jüdisches Lexikon »), qualifie lui-même de « Père du socialisme moderne » et appelle le rabbin communiste. Depuis ces origines, l'esprit juif s'est toujours senti particulièrement attiré vers le socialisme marxiste et la série des chefs juifs du mouvement ouvrier marxiste s'est poursuivie sans interruption jusqu'à nos jours.

On peut dans d'autres pays penser tout ce que l'on voudra de ces enchaînements. Pour le comportement de l'Allemagne à l'égard du marxisme l'homogénéité profonde de ce dernier et du judaïsme est, dans tous les cas, décisif au point de vue politique. Et cela d'autant plus que l'histoire de la guerre et de l'après-guerre a souligné en traits de feu l'influence funeste pour l'Allemagne comme facteur politique d'un marxisme influencé par les Juifs.

Déjà au tournant de notre siècle, c'étaient deux Juifs qui s'étaient succédés à la présidence du Parti socialiste d'Allemagne : Paul Singer et Hugo Haase. Et depuis, dans tous les secteurs du mouvement marxiste, secteur parlementaire, secteur journalistique et secteur littéraire les Juifs pénétraient à rangs de plus en plus serrés. L'amplification de la théorie marxiste et de développement de la science marxiste étaient presque un monopole juif. Comme théoriciens il ne fallait parler que d'Edouard Bernstein, Rudolf Hilferding, Adolf Braun, Jakob Stern et Simon Katzenstein. Le

centre scientifique du marxisme international, à savoir la « Neue Zeit », revue du marxisme international, à savoir la avec une douzaine de collaborateurs juifs : ceux-ci avaient atteint dès 1905 le chiffre de 40 et en 1914 il y avait 100 Juifs de tous les pays de la rose des vents écrivant dans les colonnes de ladite revue. Il n'en allait pas autrement dans les autres publications périodiques littéraires ou scientifiques du marxisme allemand.

La presse quotidienne des partis marxistes était, elle aussi, presque complètement dans la main des Juifs. L'organe central du parti socialiste, le « Vorwärts », avait été fondé par le Juif Singer. En 1929, sa rédaction numériquement très considérable, ne se composait de l'aveu de son rédacteur en chef, le Juif Friedrich Stampfer, que d'Hébreux, à une seule et unique exception près. Même situation, par ex., à la « Rote Fahne », qui passa, depuis, au communisme, et dont les éditeurs étaient la Juive Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, marié deux fois et chaque fois avec une Juive. Enfin même état de choses à la « Freiheit », marxiste extrême et également dirigée par les Juifs, Rudolf Hilferding et Paul Hertz. Le service de presse socialiste et les correspondances étrangères de ce service étaient également en grande majorité l'apanage de journalistes juifs.

La proportion de Juifs du groupe du Reichstag de la social-démocratie était en 1924 par ex. (pour un pourcentage de population juive de 1 % à peine, on ne saurait assez le répéter) de 22 % et celle du groupe communiste, à la même époque de 15 %.

Aussi, conformément au système parlementaire, l'appareil gouvernemental dans le Reich et dans les différents « Länder » était-il truffé de Juifs marxistes. C'étaient surtout les ministères de la Prusse qui constituaient les « tirés » des Hébreux. Ceux-ci occupaient toute la hiérarchie administrative et il était impossible de faire un pas dans un ministère sans se heurter à un Juif influent.

Si l'on tient compte de cette influence réellement monstrueuse de la Juiverie dans les organisations et les partis marxistes, on ne s'étonne plus que l'attitude politique du so-

cialisme répondit à l'esprit de ses chefs juifs. C'est la même mentalité que celle que nous avons constatée plus haut dans les rangs des défaitistes et des traîtres juifs.

Cette mentalité s'affirma pendant la guerre mondiale dès le 4 août 1914, lorsque 14 députés socialistes du Reichstag tentèrent, sous la direction du Juif Hugo Haase, de refuser les crédits de guerre demandés par le gouvernement. Deux années plus tard environ, cinq autres Juifs figuraient aux côtés dudit Hugo Haase parmi les 18 députés socialistes refusant définitivement au gouvernement du Reich les moyens de défendre le pays. C'était la Juive Rosa Luxembur qui présidait à l'« énervation » systématique de la volonté de résistance allemande. Le premier succès de cette ténébreuse activité s'affirma dès Août 1914 dans une déclaration s'élevant contre la politique de la défense nationale, déclaration parue dans un journal socialiste de Hambourg sous la signature de trois Juifs influents.

Après la révolution de novembre 1918, presque tous les chefs du socialisme radical tendant au bolchevisme étaient des Juifs. Et ces Juifs jouèrent au cours des négociations de paix un rôle néfaste pour l'Allemagne, rôle dont nous avons déjà parlé.

C'est dans la forme extrême du marxisme, dans le communisme, que s'exprima, finalement, en traits de feu, la suprématie directrice du judaïsme. Or, les meneurs et propagandistes de la secte étaient presque tous juifs. Le groupe de « Spartacus » qui en 1918 fut le précurseur du parti communiste et qui dans le tohu-bohu de l'effondrement de l'Allemagne appela les prolétaires aux armes à l'instar des soviets, avait également comme chef, à côté de Liebknecht, Rosa Luxembur. Et c'était le juif Leo Jogiches (Tyschko) qui était l'homme de liaison de Moscou. Nous avons déjà mentionné ci-dessus que le socialiste extrémiste Oskar Cohn, le Juif Cohn, avait reçu en Novembre 1918 de l'ambassadeur soviétique Joffe — un autre Juif — la « paille » de 10 millions de roubles pour mettre l'Allemagne sens dessus dessous.

Préparée et mise en œuvre par des Juifs allemands et russes l'insurrection communiste se déchaîna partout en Alle-

magne dans les mois qui suivirent la débâcle et y institua un régime de terreur. Ce fut à Munich qu'elle atteignit son zénith. Et là encore le grand meneur et organisateur était un Juif, l'écrivain Kurt Eisner, qui, dès 1917, alors que la lutte sur deux fronts battait encore son plein, appela les masses à faire grève et à se soulever. Eisner établit à Munich une république des soviets d'après le modèle moscovite avec un tribunal révolutionnaire dont les cinq juges étaient — de nouveau — presque tous des « scribouillards » juifs. Quand on a vécu cette domination d'égorgeurs juifs avec ses assassinats d'otages, ses pillages, ses rançonnements, tous crimes commis sur les citoyens paisibles, on comprend pourquoi la cellule initiale du national-socialisme s'est formée précisément à Munich et pourquoi s'épandit de là le mouvement qui devait en finir avec les menées juives en Allemagne.

La fraternité de la juiverie et du communisme ne disparut d'ailleurs pas lorsque, les premières tentatives de soulèvement communistes ayant été réprimées, une certaine consolidation se manifesta dans les affaires allemandes. En plus des préparatifs continus en vue d'une bolchevisation du pays par la force, apparut maintenant le bolchevisme de salon des marxistes extrêmes, bolchevisme qui compta des protagonistes surtout parmi les Juifs.

Nous nous contenterons de donner quelques exemples marquants dans le champ infini de cette fermentation de décomposition culturelle. C'est ainsi qu'au cours des débats pour la réforme du droit pénal allemand le socialiste extrémiste qu'était le Juif Kurt Rosenfeld fut le porte-parole d'une tendance qui, non contente de demander l'impunité de la haute-trahison, voulait encore exempter de toute peine de nombreuses infractions aux mœurs, telles que la sodomie et l'homosexualité.

C'étaient, de même, encore des Juifs qui préconisaient surtout l'éducation communiste de l'enfance. C'étaient des pédagogues juifs, des directeurs juifs d'administrations scolaires qui fondaient et encourageaient des écoles d'expérimentation ainsi que les « républiques enfantines » organisées d'après le système des conseils soviétiques. Les derniers

vestiges d'autorité disparurent de ces établissements d'enseignement où les sexes étaient élevés dans une malsaine promiscuité et où la discussion des problèmes sexuels était le plus fort de l'enseignement. Kurt Löwenstein, directeur juif du régime scolaire de Berlin et Fritz Karsen-Krakauer, pédagogue juif berlinois, ont acquis dans ce cadre une célébrité particulièrement douteuse.

Pour compléter cette sombre ébauche de l'étroite parenté de la juiverie et du communisme, il convient encore finalement de signaler, que dans les organisations terroristes si habilement édifiées et si minutieusement ramifiées du communisme, ces organisations qui, au cours des dernières années avant l'arrivée au pouvoir des nationaux-socialistes, ont amené l'Allemagne jusqu'au bord de l'abîme bolchevik, c'étaient des juifs qui, une fois de plus, étaient aux commandes.

Il importe de nommer ici, tout d'abord, Hans Kippenberger, le chef de l'organisation terroriste, de l'espionnage et de la propagande subversive du Parti communiste d'Allemagne ; puis, Heinz Neumann, fils d'un riche commerçant juif berlinois. Il était membre du comité central du Parti communiste d'Allemagne et l'un des plus dangereux agitateurs des masses. C'est lui qui a lancé l'odieux mot d'ordre « Assommez les fascistes partout où vous les trouverez ! », mot d'ordre qui en 1932 a été la cause d'une série ininterrompue d'assassinats de nationaux-socialistes par les communistes. Neumann s'était d'ailleurs également comporté de la même manière à l'étranger : il avait été l'instigateur du grand soulèvement communiste de Canton en 1927 et cela lui avait valu dans la presse mondiale le surnom de « boucher de Canton ».

Les Juifs dans la presse allemande

Il est hors de doute que les Juifs sont naturellement doués de façon remarquable pour le journalisme et l'organisation de la presse. Aussi ont-ils pris une large part à la création des journaux allemands. Il n'est guère de position

qui leur ait conféré autant de pouvoir que l'influence qu'ils exerçaient sur la presse. Mais l'on pu très rapidement constater qu'ils ne voulaient guère ou même pas du tout assumer l'obligation de responsabilité morale suprême, inhérente à l'influence exercée sur l'opinion publique et qu'ils se sentaient surtout attirés par les nombreuses possibilités de succès matériels que la presse pouvait offrir.

Si l'on considère la presse allemande des dernières décades, qui était, elle, à la discrétion des Juifs, on arrive à cette constatation que cette presse, pour des raisons matérielles, flattait le besoin de sensation, la vanité et les bas instincts des masses et qu'elle provoquait les gros tirages en ruinant de la façon la plus déplorable le respect des mœurs et de la loi.

Les deux plus grandes entreprises de presse allemande étaient avant 1933 en mains juives : c'étaient les maisons d'édition Ullstein et Mosse connues de tout l'univers. L'une et l'autre avaient été fondées par des Juifs et leurs directions ainsi que leurs rédactions étaient presque exclusivement composées de Juifs.

La maison d'édition Ullstein. Le tirage de cette entreprise, la plus grande du journalisme allemand, atteignait environ 4 millions d'exemplaires. Elle éditait en effet cinq grands quotidiens, plusieurs hebdomadaires et d'innombrables revues et magazines de tout genre et, par son agence de nouvelles, elle influençait une grande partie de la presse de province. Ullstein éditait en outre de nombreux livres.

Les actions de la société appartenaient à cinq juifs, les frères Ullstein. Avec quelques non-juifs et trois autres Juifs ils composaient la direction.

Le plus grand journal de la maison était la « Berliner Morgenpost » qui accusait le plus fort tirage de toute la presse allemande (plus de 600 000 exemplaires). Indépendamment d'un rédacteur en chef juif, la « Berliner Morgenpost » comptait en 1927 dix Juifs à sa rédaction. Et à la même époque on trouvait à la rédaction de la « Vossische Zeitung », qui était très influente au point de vue politique, en sus de son rédacteur en chef bien connu, le Juif Georg

Bernhard qui avait fait parler de lui comme politicien, quatorze journalistes juifs, La situation était la même dans les autres journaux édités par la maison.

La maison d'édition Mosse. La maison était « quantitativement » moins importante que la précédente. Son tirage quotidien atteignait toutefois 350 000 exemplaires. Cependant l'entreprise, propriété de la famille de son fondateur, Rudolf Mosse (Moses), Juif de l'Est, ne laissait pas que d'exercer une très grande influence. C'était en effet chez elle que paraissait avant 1933, le journal qui pendant de longues années fut considéré, surtout à l'étranger, comme le représentant de l'opinion publique allemande : nous avons nommé le « Berliner Tageblatt ».

Le rédacteur en chef de cette feuille était le Juif Theodor Wolff qui, lui aussi, jouait un grand rôle dans le domaine de la politique. Indépendamment de lui, il y avait encore, aux postes principaux, dix-sept Juifs à la rédaction. Et dans cinq grandes capitales du dehors, le « Berliner Tageblatt » était représenté par des Juifs.

C'était encore la juiverie qui dominait dans l'un des autres journaux politiquement influents de la maison, de « 8-Uhr-Abendblatt », où le rédacteur en chef et huit membres de la rédaction étaient également israélites.

En regard de cette puissance, numériquement déjà imposante, de ces deux léviathans de l'édition juive, le surplus de la presse allemande jouait un rôle plutôt effacé. Ni la presse provinciale, extraordinairement fractionnée au point de vue matériel, ni l'unique grand consortium aryen de la capitale du Reich ne pouvaient faire valoir une influence notable à l'encontre des forces journalistiques unies des deux maisons juives.

Nous avons déjà exposé antérieurement que la presse des partis marxistes était surtout dirigée et stylée par des Juifs. C'étaient encore des Juifs, surtout en Prusse, qui occupaient les Bureaux de presse officiels. Trois des plus importants Bureaux de ce « Land », le plus grand d'Allemagne, étaient par ex., en 1930, sous la direction de quatre Juifs.

Et alors il va de soi que les organisations professionnelles et économiques des journalistes allemands étaient tombées complètement sous la coupe des Israélites. La plus grande d'entre elles, l'« Association de la Presse du Reich » (« Reichsverband der Deutschen Presse »), demeura jusqu'en 1933 pendant plusieurs années sous la direction du rédacteur en chef de la « Vossische Zeitung », le Juif Georg Bernhard. Dans l'« Union de la Presse berlinoise » (« Verein Berliner Presse »), l'organisation principale au point de vue mondain et aussi au point de vue de l'assistance professionnelle des journalistes de la capitale, c'était une commission d'admission composée exclusivement de Juifs, et cela de façon ininterrompue depuis 1888, qui prononçait le « dignus est intrare ». Enfin, l'organisation corporative des écrivains indépendants, l'« Association de protection des écrivains allemands » (« Schutzverband deutscher Schriftsteller ») avait à sa tête un bureau qui, par ex., se composait en 1928 et en 1929 de 90 % de Juifs. Son président était à l'époque le publiciste juif Arnold Zweig, qui, avec son roman de guerre « Streit um den Sergeanten Grischa », avait porté atteinte à l'honneur du peuple allemand.

Il est nécessaire ici d'insister sur l'activité et l'importance de ceux de ces Juifs qui, plus que les autres, ont pendant longtemps, passé à l'étranger pour les représentants du journalisme politique allemand. Nous avons en vue Georg Bernhard, Theodor Wolff et Maximilian Harden. Tous trois Juifs. Tous trois journalistes à la plume remarquable et qui savaient déjà par la maîtrise du verbe assurer le succès des idées qu'ils représentaient. Mais derrière cette façade captivante se masquaient chez tous trois le même dangereux esprit de négation des valeurs traditionnelles, l'esprit de critique pour l'amour de la critique, la pensée de la décomposition et du déracinement que nous avons dû constater dans tous les domaines comme les caractéristiques du judaïsme.

Il est tout à fait frappant que Georg Bernhard ait été, à proprement parler, banquier et boursier de profession. Jusqu'à la veille de la guerre mondiale il appartint au Parti socialiste et toute sa carrière accuse un singulier balancement

entre deux besognes aussi opposées que celles de journaliste de bourse et de partisan marxiste. C'est alors qu'en 1913 les éditeurs juifs Ullstein lui confièrent la direction de la « Vossische Zeitung ». A ce poste il a, à deux moments décisifs de la destinée allemande d'après-guerre, joué un rôle néfaste pour l'Allemagne :

C'est ainsi qu'au cours des semaines critiques qui précédèrent la signature de la paix draconienne de Versailles, lorsque le peuple allemand et ses dirigeants refusaient presque unanimement d'en accepter les conditions intolérablement rigoureuses et inexécutables, Georg Bernhard fut du très petit nombre d'hommes publics influents qui, par la parole et par la plume, paralysèrent tout élan d'esprit de résistance nationale, réduisant ainsi à néant les perspectives d'obtenir des conditions plus supportables. Il suffit de feuilleter les collections de la « Vossische Zeitung » de ces mois et de ces semaines pour se rendre compte de la façon méthodique dont il opérait. Il n'était pas jusqu'aux dispositions les plus déshonorantes du traité, par ex., celles relatives aux responsabilités de la guerre, qu'il ne cherchât à présenter comme des bagatelles. C'est ainsi qu'à la date du 18 juin 1919 — cette citation simplement à titre d'échantillon — il écrivait ceci :

« C'est encore des passages de la note concernant les origines et les responsabilités de la guerre que le lecteur allemand pourra le plus aisément prendre son parti... En considérant les choses de ce point de vue, il ne faut pas prendre au tragique les mots un peu rudes dont la question des responsabilités est l'objet. »

En s'exprimant ainsi, Bernhard prenait à revers le gouvernement allemand qui, alors, luttait dramatiquement pour le règlement de ce qu'on appelait les points d'honneur des conditions de paix, c'est-à-dire sur la question de la reconnaissance des responsabilités ainsi que sur celle de l'extradition des officiers allemands. On comprendra également à l'étranger qu'on n'ait pas pardonné au journaliste juif Bernhard pareille trahison des intérêts nationaux alliée à pareille absence de fierté et de sentiment de l'honneur.

Dans le second cas il s'agit d'une haute trahison patente nettement caractérisée. Pendant l'occupation de la Rhénanie un mouvement s'inspirant de motifs politiques et encouragé par des subsides étrangers se dessina dans cette province en vue de faire tous les efforts nécessaires pour la séparer définitivement du Reich et la rendre indépendante, alors que l'unanimité du peuple allemand attendait avec impatience le retour de la rive gauche du Rhin dans le giron de la mère-patrie. Or, Georg Bernhard et sa « Vossische Zeitung » étaient en relations avec les milieux de ces séparatistes rhénans qui en recevaient conseils et argent. L'un des associés de la maison Ullstein, le Juif Franz Ullstein, a dévoilé le fait en 1930 dans la revue « Das Tagebuch ». il y déclare que le représentant de Georg Bernhard à Paris, le Dr. Leo Stahl, également juif, a versé des sommes au chef des séparatistes Matthes et que Bernhard lui-même avait été en correspondance avec ce dernier et avait eu des entrevues avec lui.

Ce scandale contraignit enfin Bernhard à renoncer au journalisme. Il devint alors — et c'est aussi caractéristique pour lui — directeur d'une importante fédération de grands magasins. Depuis 1933 il s'agite à l'étranger où il publie une feuille germanophobe d'émigrés.

Theodor Wolff, le rédacteur en chef du « Berliner Tageblatt » s'est fait connaître d'autre manière mais de façon également aussi peu sympathique. Soi-disant monarchiste convaincu pendant la guerre, il n'y eut personne après le changement de régime en Allemagne pour insulter et calomnier de pire façon que lui les Hohenzollern renversés. Et si l'on peut à la rigueur encore lui pardonner pareil opportunisme — son attitude publique, à une époque où la démoralisation spirituelle et éthique croissante de l'Allemagne amena le gouvernement (1926) à combattre par une loi spéciale la diffusion de la littérature pornographique et autre de valeur équivalente, est sans excuse. Le but de la loi était surtout de mettre la jeunesse à l'abri d'influences dépravantes et immorales. Et Theodor Wolff de s'élever publiquement là contre ! Il désapprouva la loi et quitta en manière de protestation le Parti démocratique, dont il avait été le co-

fondateur, parce que ce parti avait préconisé le vote de ces dispositions légales.

Pour comprendre tout le cynisme de ce journaliste juif il faut se représenter le niveau que la submersion de la librairie et des périodiques par la littérature érotique et obscène avait alors atteint. C'est d'ailleurs un point sur lequel nous reviendrons. —

Plus influent encore que Georg Bernhard et Theodor Wolff et certainement l'homme de plume le plus puissant que l'Allemagne ait eu pendant toute une génération, a été Maximilien Harden, frère du défaitiste juif Witting dont il a été ci-dessus question. Avec sa revue, la « Zukunft », il a pendant plus de vingt ans fait de la grande politique. Mais il ne s'est guère trouvé d'homme pour faire preuve d'une versatilité de caractère et de principes égale à la sienne.

Il débuta comme censeur de mœurs du IIème Reich et avec ses révélations sur certains scandales survenus à la Cour donna le coup de grâce dans les esprits au système monarchique. Pendant la guerre mondiale il fut certainement le seul annexionniste bon teint en Allemagne, annexionniste exigeant la Belgique entière, la côte française du Pas-de-Calais et le bassin du Congo (à lire dans sa « Zukunft » du 17 octobre 1914). Mais lorsqu'à partir de 1916 les sourires de Bellone se détournèrent de l'Allemagne, Harden évolua également. Il se mit à combattre la politique de guerre allemande et devint un admirateur enthousiaste du Président Wilson. Enfin, en 1919 il prit de dos le mouvement de résistance nationale contre les accablantes conditions de paix, le qualifiant de « rage artificielle » et de « lamentables échafaudage de mensonges. »

Les motifs générateurs d'un tel manque de caractère aussi éhonté étaient la vanité et le besoin de se faire valoir. C'est à bon droit que l'historien Friedrich Thimme dont la réputation est mondiale, a gratifié Harden du titre de « Judas du peuple allemand ».

LES ELECTIONS ESPAGNOLES du 15 décembre 1976

par François GERMAIN.

Le 15 décembre 1976, l'Espagne était appelée à se prononcer sur un texte de loi destiné à encourager la politique de réforme qui, amorcée par le roi Juan Carlos avec Arias Navarro, se poursuivait sous l'égide de Suarez. Le but d'un tel référendum était double. En premier lieu, rechercher une caution populaire pour faire taire les critiques tant à droite qu'à gauche. Par ailleurs, pour un régime voulant à tout prix jouer la carte démocratique, quoi de plus probant pour prouver sa bonne volonté qu'un appel à la consultation populaire, tarte à la crème de tout bon libéral ? Mais ce certificat de démocratie, comment fut-il arraché à une Espagne dépolitisée et, somme toute, fidèle au général Franco ?

LA CAMPAGNE

L'Espagne n'avait connu en quarante ans qu'un seul référendum : en 1966, à l'appel du Général Franco, la population devait voter pour ou contre un projet de loi qui allait, entre autre, permettre au Caudillo de désigner son successeur. La province de Bilbao, qui s'était alors montrée la plus réticente, n'avait voté oui qu'à 86 %, alors que la gauche appelait à un vote négatif. Dans le reste de l'Espagne, le pourcentage de oui oscillait de 88 % à 95 %. Le succès de ce référendum allait en partie être à l'origine de la nomination de Juan Carlos comme héritier de Franco, d'où l'expression, à présent oubliée de « Roi du 18 Juillet ». Dix ans après, à nouveau, les Espagnols étaient convoqués aux urnes pour entériner ce que le Gouvernement appelait « la réforme démocratique ».

« Veux-tu la Réforme ?... Vote oui. » « Pour un avenir meilleur, vote oui ! » Madrid, comme Barcelone, comme toutes les villes et les moindres villages, fut, dès les premières semaines de novembre recouverte d'affiches. Des panneaux publicitaires à l'affichage sauvage, en passant par les slogans peints sur les murs, tous les moyens furent bons pour appuyer la propagande gouvernementale, et Madrid, ville particulièrement propre jusqu'alors, connut, après le charme discret du totalitarisme, les souillures de la liberté. Tout était promis aux Espagnols : la fin du chômage, de plus hauts salaires, plus de liberté... tout pourvu qu'ils se prononcent en faveur du oui. S'ils avaient exigé une corrida ou un match de football pour donner leurs voix, les madrilénes l'auraient obtenu. Ils n'eurent en fait que le long, monotone et incessant bourrage de crâne que distillèrent pendant un mois tous les médias. La télévision se surpassa, qui n'accorda que neuf minutes aux adversaires du oui. Toutes les radios rabachèrent, du matin jusqu'au soir, la même litanie, toujours dans le même sens. La presse fit de même, à l'exception de quelques titres qui osèrent timidement ne pas soutenir la position du Gouvernement. Tout l'appareil de propagande mis au point par Franco, fut employé — Oh ironie ! — pour obliger, de façon dictatoriale un peuple à se prononcer pour la démocratie !

Presque tous les partis, issus des associations légalisées par Franco mirent leur appareil de propagande, encore embryonnaire, au service du oui. Tout ce qui était légal, y compris le moribond « Movimiento » se joignit au concert officiel.

Face à ce déferlement, ni les tenants de l'abstention, ni ceux du refus ne purent faire entendre leur voix. Côté abstentionniste, toute la gauche, du P. S. O. E. jusqu'aux anarchistes, en passant par le P. C. E. se mobilisa. N'ayant pas accès aux médias, et leur presse clandestine ayant un tirage confidentiel, ils se reportèrent sur l'affichage sauvage et les bombages. Le parti communiste espagnol fit alors la preuve de sa puissance, particulièrement dans les grandes villes. Le tour de force allait être confirmé lors de l'arrestation de Carrillo : la capitale fut, en l'espace de deux nuits,

inondée d'affiches et couverte de peinture. Cette démonstration laisse augurer de ce que serait l'importance du PCE s'il venait à être légalisé, au sein d'une union de la gauche !

Du côté du non, seuls trois partis eurent droit à la parole à la télévision : Fuerza Nueva (Blas Pinar), Falange Española (Fernandez-Cuesta), et le P. A. N. Le temps de parole (trois minutes chacun) leur échut début décembre, soit *deux semaines* avant les élections, deux semaines pendant lesquelles, s'étant acquitté de cette gênante contrainte du pluralisme, le gouvernement put à son aise, et sans être gêné par les trublions des « ultras », monopoliser la télévision. Le non ne put compter que sur de faibles soutiens de la part de la presse : l'hebdomadaire *Fuerza Nueva* mena une vigoureuse campagne. Si l'*Alcazar*, journal des anciens combattants, se prononça pour le non, le président de l'organisation, José-Antonio Giron ne prenait pas lui-même officiellement position ! Les bombages sur les murs, comme le fameux « Franco aurait voté non ! », et les auto-collants, ne réussirent pas à masquer le déploiement de la propagande officielle.

LES ELECTIONS

Les élections eurent lieu le 15 décembre dans un climat particulièrement tendu. D'une part, l'opinion publique étant traumatisée par l'enlèvement de M. Oriol que des militants du G. R. A. P. O., proche du très gauchiste « Parti communiste d'Espagne reconstitué » (P. C. E. R.), menaçaient d'abattre si le Roi ne décrétait pas l'amnistie générale. En second lieu, certains sondages annonçaient que les non, additionnés aux abstentions, l'emporteraient sur les oui. Ces éléments poussaient donc à un vote de modération, favorable aux propositions du gouvernement, et le martelage des médias allait dans ce sens.

Il n'y eut pas d'incidents notables pendant le scrutin... A Séville, la Municipalité avait eu l'ingénieuse idée de faire courir le bruit que ceux qui ne votaient pas ne toucheraient plus ni chômage, ni allocations !... A La Corogne, il y eut

deux alertes à la bombe... À Santander, de très durs affrontements furent le fait des « guerrilleros du Christ-Roi »... À Tenerife, la police dut intervenir à plusieurs reprises pour disperser des manifestants... Tous ces petits incidents, s'ils eussent été, pour la plupart motif d'annulation en France, ne revêtirent aux yeux des Espagnols que l'aspect de simples anecdotes. Le dépouillement qui eut lieu, au soir du 15 décembre, laissa par contre nombre d'observateurs perplexes... Près d'Orense, le nombre de bulletins étant inférieur au nombre de personnes ayant voté, on rajouta dans l'urne autant de oui qu'il manquait de voix. À Huelva, l'inverse se produisit. Lors du recompte des voix, on s'aperçut qu'il y avait plus de bulletins que de votants. On retrancha d'office la différence de bulletins blancs. Il y eut beaucoup d'autres irrégularités qui ne furent pas dévoilées, grâce à l'entente de municipalités complices. Pour l'anecdote, on peut dire que la seule ville (Consuegra, province de Tolède) où certains crurent relever une fraude favorable au non fit la « une » de tous les quotidiens.

Les résultats, regroupés sur les ordinateurs de la Délégation Générale de Sécurité, tombèrent dans la matinée du 16 : Sur 22 millions d'inscrits, il y eut 93,2 % de oui et 3,2 % de non. Les abstentions s'élevaient à 23,3 %. Un quotidien titra : « Le gouvernement est légitimé »... Un autre triompha : « Nous ne sommes plus fascistes ! » Ces deux manchettes reflètent en effet les conclusions qui furent en général retirées de ce référendum et qui furent amplement diffusées et commentées à l'étranger.

Le Roi et le Gouvernement venaient-ils de gagner une légitimité ? Le roi « du 18 juillet » reste et restera toujours la personne désignée par Franco. Sa légitimité royale est contestée par certains, membres de sa famille. Sa légitimité démocratique l'est par de larges secteurs de l'opposition. Aucun référendum, aucun scrutin — à part une élection présidentielle ! — ne pourrait lui conférer cette légitimité. Il n'en reste pas moins qu'ayant été élevé à l'ombre du Caudillo, il est actuellement le seul en Espagne (écartons la divine surprise du pronunciamiento d'une junte !) à avoir les capacités de gouverner. Le gouvernement non plus n'a pas

gagné sa légitimité. Constitué de politiciens issus pour la plupart du régime franquiste, ils ne doivent actuellement leur survie ministérielle qu'à leur parjure. Aucun d'eux n'ayant été élu « démocratiquement », ils peuvent tout au plus se prévaloir de la caution à leur politique qu'apporte ce référendum.

Il faut s'arrêter plus longuement sur le : « Nous ne sommes plus fascistes » de l'autre quotidien. L'Espagne n'a jamais été fasciste. L'idéologie de José-Antonio s'en était inspirée, mais il avait créé avec le phalangisme un style purement espagnol. Les quatre ans de la guerre mêlèrent les banderas de la Phalange aux troupes des carlistes. L'unification de ces tendances au sein du Movimiento obtenue par Franco en mélangeant ces deux doctrines leur ôta force et originalité. On se référa à la Phalange et à José-Antonio, mais il n'en restait que les apparences. Par contre au sein du Movimiento apparut un catalyseur : ce fut ce que l'on appela « l'esprit du 18 juillet », c'est-à-dire ce mélange de foi religieuse et d'élan patriotique et anti-marxiste qui avait lancé l'Espagne dans une Croisade pour reconquérir son identité et éliminer la République.

Cet « esprit du 18 juillet » qui va de pair avec une fidélité au Généralissime ne s'est pas encore affirmé comme force politique. La « Garde de Franco », les Anciens Combattants, les officiers et sous-officiers de réserve voient dans le Roi le successeur de Franco. Ces hommes qui formaient les gros bataillons des manifestations de la Place d'Orient sont dépolitisés depuis 40 ans. C'est le rôle de partis comme Fuerza ou la Phalange, c'est le rôle de journaux comme l'*Alcazar* d'éduquer politiquement cette masse favorable et de leur montrer que ni le Roi ni son gouvernement ne sont fidèles au legs du Généralissime, mais que, pis encore, ils le trahissent.

Au printemps 77 auront lieu en Espagne des élections législatives. Beaucoup d'observateurs s'accordent à prévoir une victoire de la « droite » : un tel jugement n'est-il pas osé après que ce que tous appellent la « droite » n'ait obtenu que 3 % des voix ?

Des faits laissent penser que ce pronostic peut se vérifier. En premier lieu, cette masse qui reste fidèle au 18 juillet, lorsqu'elle aura le choix bien défini entre un socialiste et un « droitier » (on parle d'un vaste regroupement : « Alianza Popular ») saura trancher. En second lieu, toutes ces municipalités qui ont, sinon fraudé, du moins tout mis en œuvre pour la victoire du « oui », mèneraient une action complètement différente lorsqu'elles auront à assurer leur réélection, elles qui sont, toutes, issues du franquisme.

Telle aura donc été la leçon de ce référendum. Le gouvernement espagnol a voulu (et réussi) en employant les moyens légués par un régime totalitaire, faire voter une loi de réforme politique. Le succès du « oui », s'il peut être considéré comme une acceptation de la politique gouvernementale, ne légitime « démocratiquement », ni le souverain ni son gouvernement.

On doit voir enfin, dans les 500 000 « non » la toute nouvelle prise de conscience politique d'une petite partie du peuple espagnol. Puisse-t-elle être le levain d'un renouveau de l'esprit du 18 juillet !

UNE CAMPAGNE D'UN MOUVEMENT
DE L'OPPOSITION NATIONALE

Les annonceurs qui aident la propagande communiste

Attaquer le Parti Communiste n'est pas toujours chose simple. Ses secrets, ses manigances, sa sale cuisine sont soigneusement protégés par une véritable loi du silence. Malheur à celui qui y touche, Il est sûr de s'attirer la profonde rancune du Parti ; les media se désintéresseront de lui, ou bien au contraire il pourra craindre de voir révéler sur lui-même des faits qu'il veut cacher — et combien d'hommes politiques, en France, se sentent assez propres et assez désintéressés pour courir ce double risque ? Ils se mettent définitivement à dos la plus puissante machine politique de France.

Aussi, la plupart se contentent d'attaques générales, vagues et imprécises ; M. Poniatowsky parle de « seaux de vin » déversés dans les caisses du P. C. F., mais il se garde bien d'aller plus loin.

Au Parti des Forces Nouvelles, nous n'avons pas de telles craintes. Les premiers, nous avons fait une enquête sur la publicité que reçoivent les journaux communistes de la part de grandes entreprises capitalistes. Et nous avons publié cette enquête, réalisée par R. Gaucher, dans notre mensuel « Initiative Nationale ».

Les résultats sont étonnants.

Au cours de l'années 1973, le parti communiste a reçu en tout 5,6 milliards d'anciens francs en publicité. Pour 1976, les chiffres doivent monter aux alentours de 7 à 10 milliards ! Une somme considérable, si l'on pense que le budget officiel du P. C., reconnu au dernier Congrès, par le trésorier Georges Gosnat, est de 10 milliards, Bien sûr, il s'agit là d'un budget édulcoré, où l'on ne parle ni de M. Doumeng, ni de la Banque Commerciale de l'Europe du Nord. Bien sûr, un grand nombre de formes de propagande (permanents, véhicules, travaux d'impression) n'est pas payé par le Parti, mais par des commandes communales ou

les mairies (1). Mais enfin, 10 milliards, c'est un appoint considérable pour la presse communiste. Sans ces sommes, *l'Humanité* serait encore plus bas qu'elle n'est aujourd'hui — ce dont nous ne pourrions que nous réjouir.

Et qui trouve-t-on parmi ces mécènes ? De petits industriels en difficultés ? Pas du tout. Parmi les entreprises les plus « fidèles », citons la *Samaritaine*, le *Bazar de l'Hôtel de Ville*, *Citroën*, *Renault*, *Ricard*, *Trigano*, *Contrexéville*, *Perrier*, *l'Oréal*... Citons *Coca-Cola*, longtemps l'objet d'une campagne de boycott de la part des communistes (au temps où boire *Coca-Cola* était considéré comme un signe d'allégeance à *l'American way of life*), campagne qui s'arrêta curieusement le jour où *Coca-Cola* mit de la publicité dans *l'Humanité* ! Firmes privées ou d'Etat, françaises ou étrangères... tout y passe.

Cela est grave. Et cela est scandaleux.

Il est singulier d'abord que les communistes, dont la raison d'être avouée est de combattre les entreprises libres, se fassent payer par les mêmes entreprises. D'ailleurs, nous avons eu la surprise, au cours de notre campagne, de recevoir plusieurs coups de téléphone de militants communistes désarmés qui nous demandaient si tout cela était bien vrai... Ces « naïfs » n'avaient rien compris à la « dialectique », l'art de dire et faire n'importe quoi en fonction de l'intérêt du parti.

Quant aux patrons qui financent ainsi les communistes, nous ne leur trouvons aucune excuse. Ils peuvent dire : « Nous ne nous occupons pas directement de la publicité — nous la confions à un agent qui gère notre budget à son gré » — De tels arguments sont misérables. Ces patrons sont fiers d'être les *responsables* de leur entreprise — qu'ils en prennent donc toutes les responsabilités.

D'autres, en froids techniciens, expliquent : « Nous cherchons à étendre notre marché, et nous ne pouvons pas négliger la clientèle communiste. » Dans la société libérale où nous vivons, où seul compte l'intérêt matériel, ils ont par-

(1) Cf. « Initiative Nationale » N° 14 — Dossier « Les banlieues rouges ».

faitement raison. Mais pourquoi alors ne font-ils que rarement de la publicité dans ces journaux de droite, qui combattent la soviétisation ? Certains ont moins de lecteurs que *l'Humanité* ? C'est vrai ; mais les prix ne sont pas les mêmes, non plus. Le public de droite aurait-il donc moins d'intérêt ? Le lecteur de *Minute* est-il censé ne pas aller au Club Méditerranée, ni rouler en Renault ou boire du Perrier ?

La vérité est tout autre. C'est Livio Mascarello, dans « *La vie des collectivités ouvrières* » de septembre 1976 qui le prouve. Ce dernier, évoquant de possibles diminutions de ces fabuleuses publicités, annonce : « Nous avons mené plusieurs actions contre certaines (des entreprises) qui avaient refusé d'être parmi nos annonceurs. Nous poursuivrons notre lutte pour que la presse de la C. G. T. puisse bénéficier de ressources en provenance de la publicité. »

Le chantage est clair. Les « mauvais » patrons, qui ne veulent pas faire de la publicité, sont menacés de grèves et d'agitations permanentes.

Certains cèdent. Ils refusent le combat et achètent leur tranquillité au prix d'une lâcheté.

Car c'est bien de lâcheté qu'il faut parler. Lénine écrivait : « *Ils nous vendront la corde pour les pendre* ». De cela, nous nous moquons complètement. Que MM. Trigano et Bettencourt soient livrés aux « gardes rouges » nous indiffère. L'ennui est que leur démission risque bien d'être catastrophique pour d'autres, pour nous et surtout pour notre pays. A la veille d'élections décisives, nous ne pouvons pas laisser notre pays courir ce risque sans réagir.

Aussi le Parti des Forces Nouvelles s'est-il lancé, depuis deux mois, dans une campagne de dénonciations et de dissuasion. Après publication de noms dans *Initiative Nationale*, après une conférence de presse, le 4 janvier, nous utilisons notre tribune libre à FR 3 pour informer la France entière de nos intentions. Et dès le soir, tous les secteurs de la région parisienne étaient mobilisés pour coller de petits bandeaux mettant chacun un P. D. G. en cause : Renand, de la Samaritaine, Dial, de Ford France, Vernet-Pallier, de Renault, et Ricard, de la maison de même nom.

Ces bandeaux étaient collés près des sièges sociaux, des usines, des magasins et même des habitations personnelles de ces messieurs. Les tractages se succédaient aux mêmes endroits et même, à plusieurs reprises, des groupes de militants allèrent prendre la parole dans la Samaritaine, provoquant une belle cohue.

La campagne contre ces quatre entreprises continue. Mais ce ne sont pas les seules : déjà, d'autres firmes commencent à avoir les mêmes « ennuis » : L'Oréal, Kronenbourg, Gillette, le Bazar de l'Hôtel de Ville, Thomson et, bien sûr, Trigano ! Et nous continuerons. La province commence elle aussi son action contre Contrexéville, Vichy St-Yorre et toutes les filiales des firmes citées.

Pour prouver leur résolution, deux cents militants parisiens répartis en 22 équipes (4 équipes à pied dans le quartier latin, le reste en camionnettes) ont collé, pendant toute la nuit du 19 janvier, 25 000 exemplaires d'une affiche dénonçant « les patrons qui paient le parti communiste ». Qui d'autre, à droite, est capable de le faire ?

Voilà notre campagne lancée. Nous laissons à d'autres le mérite du verbiage et des grands mots qu'aucune action efficace ne suit. Nous continuerons notre action, et nous inciterons tous les Français de droite à boycotter les entreprises qui subventionnent le P. C. (1). Nous invitons tous ceux que cette campagne intéresse à s'y associer, en écrivant au P. F. N. C'est par de tels efforts, c'est par ce genre d'actions seulement que nous pouvons contrer nos ennemis, et donc œuvrer pour le nationalisme.

P. GAUCHON.

— Nous signalons à nos lecteurs l'intérêt d'un livre qui complète la présente documentation. Il s'agit de l'ouvrage de Jean Montaldo, *Les Finances du P. C. F.*, qui vient d'être publié récemment aux éditions Albin Michel. On y trouvera des dossiers très révélateurs sur les méthodes employées par le parti communiste pour nourrir sa trésorerie.

(1) Une liste a été publiée dans le N° 10 d'Initiative Nationale. Une nouvelle liste, plus complète, est publiée dans le N° 15.

Wolfgang STRAUSS.

Paysans et intellectuels de l'opposition en U.R.S.S.

La condamnation du nationaliste tatar *Mustafa Djemiliev* et le procès de masse de la résistance esthonienne en octobre 1975 à *Reval* soulignent on ne peut plus clairement le durcissement des luttes anticolonialistes contre la toute-puissance soviétique.

Le caractère multinational de cette opposition est patent. Les hauts-lieux de ce mouvement autonomiste se trouvent à la périphérie de l'empire russe, en des régions principalement peuplées d'allogènes et le combat pour les droits de l'individu y recoupe les aspirations autonomistes.

C'est ainsi que du 21 au 31 octobre 1975 ont comparu devant le tribunal suprême de la République Socialiste d'Esthonie des membres du Parti Démocratique Esthonien et du Front Démocratique Esthonien (Réf. : Schlach Pere-mohy, Munich, N° 17 (25.4.76), p. 3).

L'un des accusés, du nom d'*Artem Juskevitch*, récolta cinq ans de camp (régime dur). C'est en Baltique, en Asie Centrale, au Caucase et en Ukraine que l'on assiste actuellement à une véritable résurrection de la vie nationale, dont rend compte la presse illégale russe : les dernières éditions de la « Chronique des Evénements courants » contiennent de longues listes de Lithuaniens, d'Esthoniens et d'Ukrai-niens incarcérés. (Réf. : Chronique des événements courants, Moscou, N° 35, 1975).

La perte de l'identité nationale signifie déshumanisation, colonialisme et impérialisme, tous trois ennemis de l'homme et de la nation.

II. — *Un demi-siècle de luttes paysannes*

La dernière vague de grèves qui a déferlé sur l'Union Soviétique indique un élargissement du mouvement contestataire des Droits de l'Homme.

Nées de la pénurie des ressources alimentaires, ces grèves ont revêtu en mai-juin 1976 tous les caractères d'un authentique mouvement de masse.

Cette résistance de la grande masse paysanne eut pour effet que le premier exportateur mondial de céréales de 1913 est devenu en 1975-76 le premier importateur. Jamais l'athéisme d'état n'a pu s'enraciner chez les paysans : icônes et crucifix ont survécu à 1917, au stalinisme et à la guerre, et, sont aujourd'hui le symbole d'une opposition conservatrice inentamée dans le cœur de cette immense classe d'exploités.

C'est de cette classe de serfs kolkhosiens qu'était issu *Vasyl Symonenko*, premier poète révolutionnaire oppositionnel que le KGB devait empoisonner. Il a, dans ses « samizdatz » dénoncé avec virulences l'humiliation et l'exploitation imposées par ce grand propriétaire foncier qu'est l'Etat. Fils de paysan, poète paysan, révolté paysan, Symonenko fut tout cela à la fois.

Dans « *Zlodii* » (« Les Criminels »), il met en scène un vieux kolkhosien malade qui passe en jugement pour vol de céréales. L'Ukrainien Symonenko se dresse alors en accusateur et apostrophe les juges de ce tribunal de village :

« Où donc êtes-vous, démagogues et menteurs gras et gris,

« Affamés de butin, qui avez renié la fois de vos pères,

« Et qui trônez, fainéants, parmi les fonctions et les sinécures ?

« Où donc êtes-vous ?

« La seule place qui vous convienne est derrière les barreaux !

« Que l'on vous traîne au tribunal, vous !

« Que l'on vous emprisonne, vous !

« Pour toutes vos tueries et votre immense exploitation du peuple !

« Eh quoi ? les preuves manquent ?

« Il y en a pourtant !

« Toutes ces ruines amoncelées et tous ces lambeaux de nos croyances,

« les voilà nos preuves ! »

La misère des paysans et leur résistance passive par refus de produire éclairent un autre phénomène : la renaissance d'un conservatisme moral et littéraire. Dans la « Patrie du Communisme », en Russie même, ce conservatisme constitue actuellement un facteur de mobilisation spirituelle et morale, une force de renouvellement du peuple et de l'intelligentsia que l'éminente experte en matière de choses russes, *Hélène von Ssachno*, qualifie de « pression raciste de droite ».

Il est évident que le renouvellement de la littérature paysanne du début des années soixante rappelle les thèses contestataires des écrivains-paysans populistes (« Narodniki ») de l'époque tsariste. Des romanciers, nouvellistes ou essayistes comme Abramov, Bitov, Schoukchine, Belov, Lichonossov, Vassiliev ou Raspoutine appartiennent à cette avant-garde du Conservatisme.

Ce qu'ils écrivent tous — légalement — est le contraire du roccoco et des pastorales du réalisme socialiste, et s'oppose fondamentalement au folklore kolkhosien de l'époque stalinienne. Ils sont en train de redonner vie au conte populaire russe, tel *Féodor Abramov*, lauréat du « Prix d'Etat de Littérature » (1975) pour sa trilogie paysanne « Les Priaslins ».

C'est au sein même du servage communiste que l'on voit renaître la « russian way of life », et voilà que refait surface l'éternel paysan russe, humilié et offensé, si bien dépeint par Tolstoï et par Dostoïevski.

Les écrivains villageois de la Russie contemporaine retrouvent dans le serf moderne les traits caractéristiques du paysan russe, témoin Valentin Raspoutine dans *Anna la*

paysanne mourante de « Dernier délai » ou Soljenitsine dans le personnage de Matriona.

Une éthique pratique opposée à la doctrine marxiste, une loi morale préconisant les vertus « dépassées », telles l'esprit de sacrifice, la fidélité, la compassion et la foi en Dieu, voilà qui forme le pôle opposé à la loi écrite de la haine de classe. Dans le destin du paysan, les écrivains ruraux russes aperçoivent le trait indestructible qui « a su préserver le pays du naufrage lors de ses plus dures épreuves », comme devait le dire F. Abramov au 6ème Congrès des Ecrivains.

« Il n'existe pas de peuple soviétique. Ce terme ne vaut
« que comme terme générique. Le concept de peuple sup-
« pose la possession par ce dernier d'une culture et d'une
« langue propres. Si l'on considère le « peuple soviétique »,
« on constate que l'une et l'autre font défaut. Le citoyen
« de l'URSS d'aujourd'hui fait référence à une nationalité
« bien précise : il se reconnaît Russe, Géorgien, etc... mais
« jamais homme soviétique. C'est pourquoi le terme d'hom-
« me soviétique est erroné et trompeur. »

Cette constatation a été faite par l'un des penseurs oppositionnels russes les plus courageux, les plus clairvoyants et aussi un des plus « occidentalisés », *Andréi Amalrik*, réfugié à l'Ouest le 15 juillet 1976. A son arrivée à Amsterdam, Amalrik déclara qu'il retournerait dans sa patrie... dans quelques années, mais dans une patrie libérée.

Amalrik croit en effet qu'une révolution des peuples d'Europe de l'Est est inéluctable, et que l'on va assister au divorce entre Empire Russe et Communisme Russe.

Il est issu de l'élite sociale de l' « Autre Russie », élite aujourd'hui disparue. L'un de ses ancêtres, *Jean Amalrik*, négociant, était originaire d'Avignon qu'il quitta au XIXème siècle pour se fixer à Moscou. Du côté maternel, il a du sang ukrainien : les Lositchko et les Chablieva furent parmi les familles les plus considérées de la noblesse rurale du gouvernement de Iekaterinoslav.

Comme premier sujet d'étude à l'Université de Moscou, Amalrik choisit : « Les Normands dans la Russie de

Kiev. » Mais l'ouvrage n'était pas dans la ligne du Parti !! L'auteur fut relégué et banni en Sibérie, où il écrivit « Le voyage forcé en Sibérie » (1963). En 1965, l'étudiant Amalrik passa en jugement pour des pièces de théâtres « anti-soviétiques » et « pornographiques » (!!). Revenu à Moscou en 1966, il écrivit son livre fameux : « L'Union Soviétique verra-t-elle 1984 ? ».

La parution du livre fut un événement considérable et conféra à son auteur une renommée mondiale (traduction allemande en 1970, Zurich)... tout en faisant de son auteur l'homme le plus haï du KGB : cette vérité que tant de gens pensaient et ressentaient, Amalrik venait de la dire ! Il avait touché le régime au défaut de la cuirasse : l'impérialisme ! C'était l'écroulement du communisme colonialiste qu'il prophétisait et il fondait sa prophétie sur un diagnostic réaliste.

En 1969, Amalrik prévoyait ceci :

1°/ L'Empire multinational russe ne survivra pas à une guerre avec la Chine qui éclatera d'ici 15 ans.

2°/ La révolution chinoise est entrée dans une phase expansionniste. Entre 1975 et 1980, la Chine s'emparera de la Sibérie et de l'Asie Centrale.

3°/ Une guerre avec la Chine privera la Russie de ses satellites européens : Tchécoslovaquie, Allemagne, Pologne, Hongrie, Bulgarie et Roumanie.

4°/ Si l'Armée Rouge doit s'employer en Sibérie et en Extrême-Orient, les Allemands auront une bonne chance d'opérer leur réunification.

5°/ Les peuples allogènes (= non-russes) de l'URSS se soulèveront contre la « IIIème Rome » (c'est-à-dire Moscou), proclameront des Républiques Nationales et l'Empire Russe s'effondrera.

6°/ Par suite d'une série de guerres civiles, de soulèvements, de guerres de libérations ou de révolutions, série sans exemple dans l'histoire, l'Europe de l'Est changera du tout au tout de physionomie politique.

Le régime, ainsi percé à jour, ne lui a jamais pardonné cette prophétie. Incarcéré le 20 mai 1970, Amalrik devait, le 12 novembre de la même année être condamné (à Sverd-

lovsk) à trois ans de travaux forcés. Il fut interné dans un camp près de Magadan, sur la Mer d'Okhost où il tomba gravement malade. Sa femme, Giusel, alarma l'opinion occidentale par l'intermédiaire du Pr Sakharov, alors que le mari, ayant purgé sa peine, continuait à être interné (juin 1973). Le 10 juillet 1973, il repassa en jugement. Verdict : 3 ans de travaux forcés au régime *le plus dur* derrière les barbelés.

L'organe de l'Association des Ecrivains le traita de « criminel ». C'est en novembre 1973 que devait sonner, pour le courageux visionnaire, l'heure de la liberté. Il fut banni. Il resta à Magadan, ce port mal famé, enchaîné. Sa femme, une artiste-peintre descendant des Tatars de la Volga, partit en Sibérie partager son misérable sort.

Le 15 juillet 1973, tous deux quittaient enfin cette terre d'esclavage. Le trésor le plus précieux qu'emportait l'émigrant était la certitude que la grande confrontation mondiale n'aurait pas lieu entre le libéralisme et le marxisme, mais entre le Communisme et le « Nationalisme à visage humain ».

Amalrik pense que les aspirations autonomistes des peuples de l'URSS (125 millions d'hommes) constituent une sorte de bombe atomique politique capable de faire sauter la IIIème Rome. Il est convaincu de la nécessité d'une solution révolutionnaire au problème du colonialisme en Europe de l'Est. D'après lui, patriote russe, seul ce « nationalisme à visage humain » est en mesure de décoloniser l'empire soviétique et, par là-même de maîtriser le communisme. Telle est la thèse fondamentale d'Amalrik, restée en 1976 identique à celle professée en 1969.

Dans une interview donnée le 28 juillet 1976 à Amsterdam au correspondant d'un hebdomadaire de l'émigration ukrainienne, Amalrik déclarait :

« Il existe actuellement des signes de tension à l'intérieur du système soviétique. L'Armée Rouge offre les mêmes symptômes que le reste de la société. Un esprit de rébellion et d'insatisfaction se fait jour dans le corps des officiers. De temps en temps, on prend connaissance de l'existence de quelque groupe de résistance dans l'armée. Sans aucun doute, le ferment nationaliste y est aussi à

« l'œuvre. Les nations de l'URSS manifestent à voix cha-
« que jour plus haute leurs exigences, témoignant ainsi
« d'une conscience nationale de plus en plus aigüe. Un phé-
« nomène analogue se produit en Ukraine...

« Par ailleurs, il existe parmi les opposants des gens
« souhaitant pouvoir sauver la Russie « grande et indivisi-
« ble », c'est-à-dire conservant ses possessions territoriales
« actuelles.

« Je pense pouvoir affirmer que cette tendance n'est
« que de peu de poids chez les oppositionnels. Je me dois
« d'avouer que, je souhaiterais, quant à moi, pouvoir con-
« server ma patrie, non comme Empire, mais comme fédé-
« ration de républiques librement associées. Pour empêcher
« les Russes de dominer à nouveau les autres peuples, peu
« importe comment d'ailleurs, je propose que la Russie de-
« vienne un état fédéral incluant les autres états d'Europe
« de l'Est.

« Bien sûr, je comprends que les Ukrainiens par exem-
« ple puissent poursuivre d'autres buts et réclamer une in-
« dépendance pleine et complète.

« Comme il se doit, Moscou redoute fortement ce na-
« tionalisme ukrainien, d'autant plus qu'il s'agit d'un peu-
« ple de 40 millions d'hommes. (Rien de comparable avec
« les 2 millions de Géorgiens !). Ce nationalisme ukrainien
« dispose d'un potentiel considérable. La réalisation de
« l'unité nationale suppose au préalable la dissolution de
« l'Union Soviétique, chose possible en cas de grave crise
« interne ou de guerre russo-chinoise.

« Une condition supplémentaire toutefois est indispen-
« sable : il faut, auparavant, avoir pu enraciner dans le peu-
« ple une conscience nationale dynamique indispensable, et
« une volonté de vivre libre comme nation. Cela dépend au
« premier chef des possibilités spirituelles de création des
« nationalistes ukrainiens la tâche est de travailler à jeter
« les bases de l'avenir et à constituer les cellules vivantes
« et une nouvelle conception de l'Etat.

« Si cette volonté vient à manquer, le pays sombrera
« dans l'anarchie quand l'Empire Russe s'écroulera. »

Mary MEISSNER.

Le Capitalisme en Suisse

Le professeur Jean Ziegler, conseiller national socialiste, confirme dans son livre « Une Suisse au-dessus de tout soupçon », les thèses de l'Action Nationale et j'en suis fort aise. Ce qui prouve une fois de plus, que chacun a en soi plusieurs tendances auxquelles il est illusoire de donner des couleurs politiques, car de traiter les gens de gauchistes ou de fascistes uniquement parce qu'il appartiennent à un mouvement qui s'est donné un nom ne plaisant pas à tout le monde est une triste erreur.

L'Action Nationale critique depuis pas mal de temps les pratiques détestables de nos technocrates suisses et étrangers établis qui cherchent (et obtiennent) par n'importe quel moyen à détruire le patrimoine national. Elle s'insurge contre l'emprise étrangère qui « impose généralement sa loi à l'oligarchie impérialiste suisse en s'implantant en Suisse, *massivement* et contre la volonté de l'oligarchie locale. » Assurément, en tous cas, contre la volonté des citoyens suisses. « Elle sort le plus souvent victorieuse de sa compétition avec les banques et les trusts suisses pour la *domination* du marché intérieur. »

Alors nous avons dans notre sein, s'approvisionnant en capitaux ici, « l'ITT et l'Anaconda, Honeywell fabricant multinational de bombes à billes, Dow Chemical, fabricant de napalm, Alusuisse dont on connaît la pollution chez nous, (la maison mère est au Canada). Sur 1000 sociétés américaines de holding dans le monde entier, il y en a 600 en Suisse, ceci pour des raisons évidentes de politique fiscale. »

D'autre part, l'Action Nationale qui a été la première à soutenir les Républicains pour refuser l'aide de 200 millions à l'AID s'est basée sur les mêmes explications que M. Ziegler (page 34) « La contribution de la Suisse à la prospérité du tiers monde *dépasse* ainsi de loin l'aide suisse *officielle* et privée dispensée au tiers monde à des conditions « de faveur » (page 151). « Par exemple une société paraguayenne la CAPSA/ADELA fixe le prix du soja à 16 guarani l'unité. Le gouvernement et les paysans demandaient 21 guarani. Lorsque les paysans ont commencé à mourir de faim, ils ont vendu à 16 guarani. Mais cette société influente auprès du gouvernement du Paraguay a le sens du social (!). « Emue » par les souffrances des petits paysans et ouvriers, elle a suggéré au Général Stroesser de demander *l'aide* de la Suisse. La Confédération, c. a. d. le contribuable helvétique finance ainsi un vaste programme d'assistance technique au Paraguay et ailleurs puisque cette année, il s'agit d'1,5 milliard de francs.

« Ailleurs au Pérou, pour construire des barrages et des centrales électriques, la Sté suisse Lima Light et Power Co a déplacé une masse d'ouvriers, et de petits paysans, mais à la fin des travaux les a laissé au chômage privés de leurs maigres champs. Le PDG suisse de cette compagnie s'est adressé au gouvernement péruvien et celui-ci demanda une aide à la Suisse. *Nous* avons donné des millions de francs, d'experts et de machines au gouvernement péruvien pour recycler ces gens. » M. Ziegler donne une quantité d'exemples comme ceux-ci, en les critiquant fortement, ce qui revient à dire qu'il n'approuve pas non plus que les contribuables suisses en Suisse soient obligés d'entretenir les chômeurs étrangers rejetés par les entreprises privées suisses, les multinationales et les firmes étrangères. Comment s'étonner des déficits de la Confédération et des autres Etats ? Non contents de nous prendre pour des vaches à lait, ces riches étrangers transforment notre pays en étable sale, car « les banques, sociétés financières, trusts d'investissements, spéculateurs de devises et discrètes officines ou boîtes aux lettres étrangers, se livrent en territoire suisse à une lutte ou pratiquement tous les coups sont permis. »

Si M. Ziegler et son parti avaient soutenu l'Action Nationale le 20.10.1974, il nous aurait aidé à liquider cette mafia et nous aurions nettoyé ensemble notre étable. Surtout pour lutter efficacement contre la législation suisse réglant le statut et les pratiques des banques étrangères en Suisse qui est notoirement insuffisante, ceci pour une simple raison : « la plupart des établissements *étrangers* en Suisse sont constitués sous forme de sociétés anonymes. Or la loi exige une majorité de Suisses (hommes de paille) parmi les membres du conseil d'administration. Nombre de banques étrangères, de sociétés financières, etc... recrutent des parlementaires, hommes de parti, avocats d'affaires et notables locaux de tous genres. Ces hommes sont alors tentés de faire échouer les tentatives de réglementation sérieuses des activités bancaires *étrangères* en Suisse. » Or qui gouverne le pays actuellement et depuis de longues années ?

Je ne vais pas revenir sur les affaires douteuses d'Algérie, d'Éthiopie, d'Italie, ou du Vietnam dont les énormes capitaux dorment dans les coffres de banques en Suisse et mettent en cause beaucoup trop de monde pour que l'on fasse quelque chose, les pots-de-vin sont trop grands. « Les pots-de-vin provenant de sociétés étrangères existent déjà officiellement chez nous. Les sociétés multinationales, et les banques paient à leurs députés, membres de leurs conseils d'administration des jetons de présence d'un montant allant de 80.000 à 220.000 francs suisse par an en moyenne. Il n'est pas rare qu'un député particulièrement influent siège dans plusieurs dizaines de conseils d'administration. Le record a été atteint durant la 39ème législature par un député totalisant 61 sièges. »

Evidemment, comme on peut le calculer, ces députés coûtent très cher, heureusement, il y a assez de capitaux fournis par les véreux de ce monde au détriment de la misère de leurs concitoyens, mais le plus écœurant, c'est qu'ils restent chez nous, et que l'Action Nationale est *seule* à lutter contre cette emprise.

« Ces mêmes hommes politiques, cadres administratifs de sociétés multinationales, fonctionnaires bien payés et journaliste *vendus*, ajoute M. Jean Ziegler, sont le centre d'une

stratégie constante de l'impérialisme. » L'oligarchie suisse interdit la création de conditions d'une opposition qualitative telle que la conçoit l'Action Nationale. « Seule la critique positive est admise. Elle désigne l'exercice de la contestation dans la forme, et sur les sujets désignés d'avance par l'ordre établi ; en bref elle est prévue par le système et quiconque ose critiquer une constitution dont le maintien est indispensable à l'intérêt autocratique du pouvoir réel de l'oligarchie impérialiste est couvert d'anathèmes. » C'est pourquoi l'Action Nationale est traitée de fasciste, de xénophobe, car « le régime en place discrédite par des calomnies savamment entretenues, par la diffamation organisée » notre parti.

M. Ziegler reconnaît aussi dans son livre, implicitement : « que le sous-prolétaire turc ou espagnol vivant dans un baraquement de chantier peut coexister avec le milliardaire oisif résidant dans sa villa de Cologny attendu que dans la nature des choses, la législation fiscale frappera lourdement le premier et favorisera le second (!). Au mieux le libéral bourgeois imagine et fait croire que l'inégalité dont souffrent les ouvriers étrangers sera réparée dans la mesure où le permettront l'avenir, la croissance économique et ses retombées. Au citoyen suisse pauvre ou au travailleur étranger de croire à une logique économique ou à un processus divin. » L'Action Nationale avait donc raison de demander à ces gens si mal traités et exploités par l'oligarchie impérialiste, comme le dit le professeur, de retourner chez eux pour redevenir des citoyens à part entière, fiers de vivre *chez eux*. Il n'y a rien de pire que de se faire exploiter par des étrangers chez soi, mais c'est monstrueux que des étrangers, à l'étranger, exploitent des autres étrangers venus travailler pour eux.

A la page 97 je lis : « le plus drôle, c'est que les dirigeants *étrangers* de sociétés multinationales immatriculées en Suisse se montrent les plus violents dans la défense des intérêts supérieurs de la Confédération alors que les buts avoués de celle-ci sont de promouvoir le développement autonome des pays dominés. » L'auteur fut incapable, durant une longue nuit de « faire admettre à ses interlocuteurs que

l'intérêt de Nestlé ou de l'UBS n'est, par définition, jamais identique à l'intérêt collectif du peuple suisse puisque les deux intérêts sont totalement antagonistes... » Bien sûr, cela nous coûte cher d'entretenir ces gens parce qu'ils exigent des infrastructures impeccables au détriment de nos champs et de nos prairies. Au mieux, ils achètent notre terre. C'est une autre façon de ruiner l'Helvétie, car « la classe dominante naissante ne pratiquait guère l'investissement local au XV^{ème} siècle en Suisse. Les vallées restent pauvres, la famine sévit. Afin de résoudre les problèmes de *surpopulation* (déjà) ! menaçante, les chefs de familles régnantes qui sont les mêmes aujourd'hui, avaient trouvé une solution originale — ils vendaient leurs compatriotes aux gouvernements étrangers. » Comme on le voit, les citoyens suisses du XXI^e siècle ne se laissent plus vendre, mais on vend la terre sous leurs pieds.

M. M.

Michel PELTIER.

à la mémoire de G. B.

Nicolas Pavillon, un prélat janséniste

« Deux excès : exclure la raison,
« n'admettre que la raison.

(Blaise PASCAL — « Pensées »)

Le Jansénisme est né des querelles entretenues par les théologiens sur les questions de la prédestination et du libre arbitre aux XVII^{ème} et XVIII^{ème} siècles. Le fondateur du Jansénisme, *Corneille Jansen*, un théologien néerlandais dit *Jansenius* (1585-1638), écrit « l'Augustinus » en référence à St Augustin, ouvrage qui devint la bible des jansénistes parmi lesquels on trouve Blaise Pascal, Jean du Verger de Hauranne, abbé de St Cyran, Jean Racine et son fils, Louis, Antoine Arnauld — appelé le « Grand Arnauld » — ses sœurs, Angélique et Agnès, abbesses de Port-Royal qui respirent à leur compte les attaques contre les jésuites. Les principes majeurs du Jansénisme peuvent être ainsi résumés : le salut n'est pas universel et la rédemption par le Christ n'est pas faite pour tous les hommes ; il n'existe, parmi les humains, que des élus ou des réprouvés ; aucun acte temporel ne peut intervenir pour l'obtention de la grâce divine.

Le Jansénisme fut condamné par les bulles papales « Cum occasione » en 1653 et « Unigenitus », en 1713, et ses adeptes devaient être chassés de France en 1764. Aujourd'hui encore, il existe une église janséniste aux Pays-Bas — Utrecht et Haarlem — comprenant plusieurs dizaines de milliers de fidèles ; mais plus que le nom, c'est l'esprit de Jansénisme qui a survécu chez ces chrétiens rigoristes, le Jansénisme qu'il est possible de rattacher au Catholicisme castillan du XVI^{ème} siècle, comme l'a si bien observé Mi-

guel de Unamuno, de part sa rigueur et l'absolue primauté du spirituel sur le temporel, rigueur qui vient en opposition avec celle de Luther et de Calvin tournés, eux, vers l'humanisme. Le Catholicisme moderne, dès lors, sera un Catholicisme séculier, ainsi que le note Arnold Toynbee (1), une religion luttant contre les formes les plus diverses de schismes.

Sur ordre de Louis XIV, l'Abbaye de Port-Royal des Champs sera détruite et rasée en 1711. Le centre du Jansénisme était devenu une sorte d'Etat dans l'Etat, ce que ne pouvait admettre, on s'en doute, le roi-soleil, monarque absolu s'identifiant de trop près avec Dieu dont il se voulait le premier serviteur sur la terre. L'Histoire du « grand siècle » français est décidément un nœud de paradoxes...

Un évêché qui n'est pas une sinécure

Nicolas Pavillon (1597-1677), prélat bien oublié aujourd'hui fut, à cette époque, par son esprit d'indépendance, l'un des hommes les plus considérables de France. Il avait atteint la quarantaine quand, indiqué à Richelieu par Vincent de Paul, il accepta la charge de l'évêché d'Alet.

Alet en Languedoc n'est plus, de nos jours, qu'une station balnéaire incluse dans le complexe touristique créé à grands frais durant ces dernières années ; au XVII^{ème} siècle, c'était encore une petite ville riante d'aspect et calme sous les arbres de la vallée de l'Aude. Elle devait devenir en ce siècle-là le théâtre de l'une de ces manifestations passionnées que la politique religieuse de Louis XIV contribua grandement à provoquer en maints endroits du royaume.

Regrettons que l'érudition moderne ne se soit attachée, dans ce clergé du XVII^{ème} siècle, qu'aux hommes qui furent également des politiques et des écrivains. Souvent, dans un tableau, les figures qui sont au premier plan ne sont pas celles qui donnent le sentiment le plus vrai de l'ensemble ; il faut chercher ce sentiment dans celles figurant au second plan. Pavillon, cependant fut considéré comme un allié

et comme un maître par les jansénistes du XVII^e siècle, et comme leur père spirituel par ceux du XVIII^e. Il tient donc une très grande place dans la polémique et dans l'hagiographie jansénistes.

L'évêché d'Alet, l'un des vingt-huit évêchés du Languedoc, était, sans conteste, le plus pauvre de tous. Son église abbatiale du XV^e siècle avait été détruite en partie par les protestants, entre 1573 et 1577, et les chanoines avaient dû transformer en cathédrale le réfectoire de l'abbaye bénédictine ; quant au palais épiscopal, l'eau y pénétrait de toutes parts !

Les revenus de l'évêque étaient en rapport avec la pauvreté du diocèse où régnait une grande misère, tant morale que physique, due principalement à l'incurie des évêques qui, depuis plusieurs décennies, ne résidaient plus à Alet. Les villages étaient dépourvus d'écoles, les superstitions abondaient, les devins et sorciers pullulaient, des capucins parcouraient le pays, mendiant et apportant aux gentilshommes provision d'absolutions contre quelques sols...

Nicolas Pavillon se mit à l'œuvre pour restaurer l'ordre. Il prit la résolution de ne pas quitter son évêché et, sauf quelques voyages à Toulouse et à Béziers, il devait tenir parole ; la mode était, à l'époque, d'effectuer le voyage de Paris même pour les prélats les plus sages et les moins ambitieux ; Pavillon, lui, ne fut jamais ébloui par Versailles.

Frugal, simple de cœur et de mœurs, il couchait dans un grenier et portait un cilice ; dur pour lui-même, il fut doux à ses serviteurs et à ses ouailles. Il ne se contentait pas d'ordonner, mais, bâton en main, il parcourait son diocèse à pieds, visitant les pauvres, arrangeant des procès, prêchant l'austérité aux seigneurs. Il interdit à ses prêtres les quêtes abusives, et mit tout en œuvre pour former un clergé instruit en créant un séminaire dont il paya l'installation de ses deniers.

Un protestataire

Luttant contre les abus de toutes formes qui accablaient ses diocésains, contre les exactions des guerres, pour une

meilleure répartition de l'impôt, il se fit, dès 1640 aux Etats du Languedoc, le défenseurs des humbles et des déshérités. Cette prise de position du « pauvre prêtre » d'Alet surprit bien des prélats et des bourgeois, mais sa détermination appuyée par un esprit de décision et une invincible énergie, fit qu'il obtint en partie satisfaction en... 1659. On ne rompait pas très vite avec les « coutumes » à l'époque, et, en général, l'Histoire que nous connaissons se situe au seul niveau des cours et des chancelleries.

Ces protestations retinrent toutefois l'attention de certains qui, tels Rancé et Hardouin de Péréfixe, se mirent en contact avec lui. Son disciple, François de Caulet, évêque de Pamiers, l'admirait plus qu'il admira Vincent de Paul lequel eut pour lui, et indépendamment de ses qualités charitables qui étaient inépuisables, de vivre à Paris et non à l'autre extrémité du royaume.

Un contestataire avant la lettre

Les esprits conformistes prétendent que dans tout protestataire se dissimule soit un protestant, soit un révolutionnaire. En taisant, comme il se doit, les raisons profondes qui font que l'on soit amené à protester.

A l'époque où commencent les relations entre Pavillon et les amis de Port-Royal, le Jansénisme n'a plus St Cyran (mort en 1643), et Pascal vient de s'éteindre (1662). Il manque aux « Messieurs » une forte personnalité, et ils voient en Pavillon cet homme de premier plan qu'ils recherchent. Lui voit dans le Jansénisme — et essentiellement — la fin de la dépendance apostolique vis-à-vis du pouvoir temporel — royal ou papal — et adhère d'un seul élan aux thèses défendues à Port-Royal. Il convient de rappeler l'influence que Port-Royal exerçait à cette époque. Le mode de vie austère appliqué par les « amis », leur rigueur dogmatique, leur piété intense, leur attiraient l'estime de nombreuses personnes qui, comme Madame de Sévigné, regimbaient devant le faste déployé par l'Eglise et l'attitude de certains prélats bien en cour considérant leurs charges ecclésiastiques com-

me de simples privilèges. Il est évident qu'à l'inverse, les règles adoptées par les solitaires de Port-Royal rebutaient d'autres personnes qui leur reprochaient de suivre les maximes de l'Évangile selon un esprit très marqué d'étroitesse de vues.

Dès le début de la controverse, Vincent de Paul voulut obliger Nicolas Pavillon à rompre avec Port-Royal. Celui-ci répondit fermement que, loin de partager tout ce qui était contenu dans « l'Augustinus », il en admettait les principes visant à une véritable autonomie du spirituel par rapport à toutes les formes du pouvoir temporel, et « qu'il était bien éloigné de prendre « aucun parti ni pour ni contre ledit livre dans son ensemble. » Fin de non recevoir polie, mais nette.

En 1667, les choses évoluent. La politique s'est mêlée à la religion et la royauté semble décidée à exterminer le Jansénisme. Déjà en 1660, le jeune roi Louis XIV mandait à Harlay de Champvallon, président de l'assemblée du clergé de France, de venir le trouver au Louvre, et déclarait à l'archevêque que trois raisons allaient l'obliger à en finir avec « cette secte » : sa conscience, son honneur, le bien de l'État. En réalité, il n'était pas question d'orthodoxie dans l'esprit du roi ; il redoutait surtout la coterie politique dans le Jansénisme, comme il la redoutera toujours en ce qui concerne les protestants. Les chefs de la Fronde noble — Retz et Mme de Longueville — avaient, en effet, sympathisé avec les jansénistes, et entre Port-Royal et les « frères de Hollande » existaient des liens qui pouvaient paraître suspects à ce monarque épris d'absolutisme. Et puis, il y avait le fait que le Jansénisme avait introduit — comme le Protestantisme auparavant — l'habitude de discuter, et Louis XIV avait tendance à considérer que l'indépendance en matière de foi était aussi intolérable et dangereuse que l'indépendance en matière de loi. Le fils d'Anne d'Autriche ne faisait que reprendre les mêmes arguments qu'au siècle précédent Catherine de Médicis et ses fils avaient adoptés, et Bossuet, théoricien génial du droit divin et orateur officiel du gallicanisme, alla même jusqu'à désigner protestants et jansénistes sous le vocable « d'irréguliers » — ce qui, en clair, signifiait : bandits, à l'époque.

Richelieu, en son temps, avait déjà pressenti le danger et avait fait emprisonner St Cyran (en 1638) à Vincennes, mais Louis XIV, quand il donnera l'ordre de détruire Port-Royal, avouera implicitement ses craintes politiques de voir le Jansénisme cristalliser toutes les oppositions du royaume.

C'est contre cette dépendance vis-à-vis du pouvoir régalien que Pavillon luttait.

La révolte du sage

La position qu'il prit excita au plus haut point la curiosité de ses contemporains tant était grande sa réputation d'homme sage. Il résista aux arrêts successifs du roi ordonnant la signature du Formulaire (2), et ses relations avec Port-Royal n'en furent que plus suivies. Il écrivit même à Louis XIV pour revendiquer le droit de ne point signer et en lui contestant celui de « disposer de choses purement ecclésiastiques ». Il fut le seul à pouvoir répondre de cette façon au roi-soleil. Menacé par le Grand-Prévôt du Languedoc de la saisie de ses biens, il répondit à l'officier : « quand je n'aurai plus de temporel, j'en serai plus spirituel. » Les jésuites, alors, s'acharnèrent contre Pavillon et convinquirent le roi de s'adresser au Pape afin qu'il condamne l'évêque d'Alet, voie fort dangereuse pour un monarque gallican et que celui-ci eut la sagesse de repousser.

La cause janséniste était perdue d'avance, et si, à l'heure de sa mort, Pavillon écrivit au roi de France et au Pape pour les adjurer d'embrasser le principe de l'indépendance épiscopale, ce fut dans l'intention de tenter un ultime effort pour ceux qu'il sentait condamnés plutôt que pour laisser un « message ». Cet homme simple et vertueux avait assez de son existence pour démontrer à ceux qui en doutaient encore à quel point il peut y avoir de pureté chez un « irrégulier ».

Conclusion

Il faudrait un livre pour décrire dans le détail des épisodes de la résistance offerte par Nicolas Pavillon à la vo-

lonté du « plus illustre de nos rois », ses démêlés avec les jésuites, la véritable haine que lui voua le confesseur de Louis XIV, le père de La Chaize (3) ses discussions épistolaires avec Rome. Aujourd'hui où tant de prêtres se mêlent de « politique sociale », il leur serait peut-être bénéfique de méditer l'exemple de ce prélat « extrémiste » qui ne se contenta jamais des seules intentions, mais dont les pensées et les actes allèrent toujours de pair. Il ne fut pas un « fanatique », mais un homme de cœur, et l'Histoire — la « grande », du moins — n'a que faire de ce genre de qualité.

Michel PELTIER.

-
- (1) — « La religion vue par un historien » — Gallimard.
(2) — « Régale », édit scellé par le chancelier Etienne d'Aligre en 1673 pour mettre fin au schisme et par lequel tous les évêques se soumettaient, en personne, à celle du roi.
(3) — Dont le domaine deviendra, beaucoup plus tard, le cimetière parisien du Père-Lachaise.

Indications bibliographiques : Voltaire « Le siècle de Louis XIV » (Garnier) — « La France et les Français » (Encyclopédie de la Pléiade — Gallimard) — Georges Berthomieu : notes inédites sur N. Pavillon et la Préciosité — Paul Hazard : « La crise de la conscience européenne au XVIIIème siècle (Gallimard) — Victor L. Tapié : « La France de Louis XIII et de Richelieu » (Flammarion).

Michel De Ghelderode

ou

Le Crépuscule des Rois

L'œuvre de Michel de Ghelderode (1898-1962) témoigne d'une telle richesse que ses possibilités d'exégèse paraissent illimitées. Hormis un recueil de contes fantastiques intitulé *Sortilèges* et les fameux *Entretiens d'Ostende* qui constituent l'unique source d'informations sur la personnalité secrète de l'auteur, cette œuvre est exclusivement théâtrale. Bien qu'existe déjà, à l'heure actuelle, une abondante littérature critique consacrée au théâtre ghelderodien, on est encore loin d'en avoir épuisé toutes les significations.

Robert Vivier écrit à juste titre : « Il y a un peu de tout dans le foisonnement du délire ghelderodien : du Shakespeare, du Maeterlinch, du Jarry, du Calderon, de l'expressionnisme allemand, du romantisme à la Pétrus Borel... » (1) Et de fait, le théâtre de ghelderode se prête à merveille à la critique de détail de type universitaire dont les deux plus beaux fleurons sont l'analyse comparative et l'étude des sources et influences. Le professeur liégeois André Vandegans a étudié les « reflets hugoliens dans *Escorial* ». S'il avait connu l'auteur d'*A chacun sa vérité* aussi bien que celui de *Ruy Blas*, il aurait décelé les réminiscences pirandelliennes dans *Sortie de l'Acteur* et *Trois acteurs, un drame*. Meilleur connaisseur du grand dramaturge italien, Raymond Trousson s'en est chargé. Autant que Jarry par les admirateurs du mélange des genres et que Pirandello par les analystes du phénomène théâtral en soi, Artaud a été

(1) In *Encyclopaedia Universalis*, volume 3, *Les lettres françaises de Belgique*, p. 131.

fréquemment cité par les nombreux critiques qui prétendent limiter l'œuvre de Ghelderode à une expression dramatique de la cruauté.

Les pièces de Ghelderode sont également un champ d'investigation privilégié pour les adeptes du comparatisme esthétique pluridisciplinaire. « Les Muses dansent souvent les unes avec les autres », a dit avec raison Degas. Il y a chez Ghelderode un côté pictural qui ressuscite, tantôt Jérôme Bosch (*Masques ostendais*), tantôt Pierre Bruegel (*La Balade du Grand Macabre* (2), *Les Aveugles*, *La Pie sur le Gibet*, ces deux dernières pièces étant d'ailleurs directement inspirées par des toiles du célèbre maître flamand). Théâtre, poésie, peinture : ingrédients esthétiques divers auxquels s'ajoutent encore, dans *La Mort du docteur Faust*, le recours aux techniques cinématographiques et l'utilisation des artifices classiques du music-hall. Ghelderode était sensible à l'idée d'un *art total*.

Relativement aux époques où vécurent Bruegel et Ghelderode, les toiles de l'un et les pièces de l'autre procèdent d'une esthétique révolutionnaire dont le principe est, à quatre siècles d'intervalle, curieusement identique. Tout comme Bruegel sur la toile, Ghelderode lâche sur la scène une hyrielle de nains, de bossus, d'estropiés et de culs-de-jatte, prolifération de laideur et d'anomalies physiques qui rend son théâtre aux trois quarts injouable, si du moins l'on respecte fidèlement les indications scéniques. Bruegel et Ghelderode rompent avec la conception irréaliste et stylisée de la beauté artistique. Bruegel lance un pavé dans la mare de l'école italienne, notamment en peignant *Le Dénombrement de Bethléem*, démythification de la Natalité, rupture avec la tradition italienne de la *madona coll'bambino* génératrice d'œuvres artificielles où apparaissent à l'avant-plan des Marie plus vierges que nature et des petits Jésus qu'on aurait envie de croquer. Dans un paysage flamand saisi par les rigueurs Rivernales se presse une foule de miséreux parmi laquelle Joseph et Marie — encore enceinte

(2) Où le pays de cocagne porte le nom de Breughellande.

— passent quasi inaperçus. Telle est la vision réaliste et démystificatrice que Bruegel nous offre d'un événement que trop de gens persistent à ne voir qu'à travers la mensongère imagerie de missel. Ce que Bruegel a fait pour la Nativité, Ghelderode l'a fait pour la Passion. *Barrabas*, c'est la Passion vue dans l'optique des bas-fonds de Jérusalem. Jésus est un personnage insignifiant, presque muet, tandis que le brigand tient constamment le devant de la scène. En révolte permanente contre le christianisme, dans le respect duquel une éducation très stricte chercha vainement à le conforter, Ghelderode ne peut toutefois se défendre d'une fascination esthétique qu'exercent sur lui le tintement des cloches, l'odeur de l'encens et la majesté des cathédrales, et qui n'est pas sans rappeler Chateaubriand. Sans doute est-ce de cette constante contradiction qu'est né le côté blasphémateur de son théâtre. A la fois témoignage de haine et preuve d'un obscur attachement à la chose honnie, le blasphème est l'exorcisation verbale d'une attirance dont on voudrait mais dont on ne peut se défendre. Toutefois, Ghelderode ne s'attaque pas seulement à la mythologie chrétienne. Les mythes profanes lui servent aussi de cibles. Dans *La Mort du docteur Faust*, sa plume corrosive transforme le romantique savant goethien en un vieillard salace à qui s'offre une Marguerite de trottoir mal famé. Quant à son pitopable *Don Juan*, le grand seigneur moliéresque et le sémillant *burlador* du siècle d'or espagnol auraient de la peine à s'y reconnaître. De même que Bruegel conteste en plein seizième siècle l'irréalisme naïf et la stylisation excessive de la peinture italienne, ainsi Ghelderode réagit-il aujourd'hui contre les poncifs bourgeois du théâtre de papa en favorisant l'irruption de la laideur sur la scène et en vidant de leur romantisme sentimental quelques fallacieux mythes chrétiens et modernes.

Nous l'avons dit, les possibilités d'exégèse du théâtre ghelderodien sont multiples. L'historien avant tout intéressé par l'expression culturelle spécifique des peuples pourrait situer Ghelderode dans une longue lignée allant du romancier Charles de Coster au poète Emile Verhaeren et — pourquoi pas ? — à Jacques Brel, en passant par cet autre

dramaturge novateur qu'est Fernand Crommelynck et par cet esprit étonnamment électique qu'est Maurice Maeterlinck. Les grands écrivains et poètes belges sont des Flamands qui ont choisi d'écrire en français. (3) Le génie poétique de la Belgique, pays-carrefour, est le résultat d'une syntèse ethnique. Ce que la Belgique a produit de meilleur en matière littéraire découle d'une osmose entre le tempérament flamand, expression particulière de l'âme germanique, et la langue française, outil incomparablement symbolique de la subtilité latine.

Autant que l'historien et le critique littéraire, le linguiste trouverait chez Ghelderode de quoi alimenter de multiples et fructueuses réflexions. Dans le style de Ghelderode, l'opulence lexicale le dispute à l'élégance syntaxique. Truffée de néologismes récurrents, rehaussée de tournures archaïsantes, la langue ghelderodienne atteste une maîtrise à mon avis inégalée dans le théâtre français contemporain.

Dans *Les Années courtes*, Félicien Marceau, qui fut le premier éditeur du théâtre complet de Ghelderode en 1942, écrit que l'œuvre de Ghelderode est « une œuvre d'occupé ». Ghelderode semble en effet ne pas être sorti de cette période sombre de l'histoire des Pays-Bas qu'est l'occupation espagnole. L'analogie des circonstances aidant, les pièces de Ghelderode eurent beaucoup de succès dans la Belgique et la France soumises au joug nazi. On le lui reprocha assez à la fin de la guerre. Comme, de surcroît, Ghelderode avait travaillé à la radio belge pendant l'Occupation — il y tenait une rubrique de folklore —, il fut, après la guerre, à l'instar de son collègue Marceau, déclaré « incivique » par ceux qui avaient eu la chance de choisir le bon camp — celui des vainqueurs — et profitaient des caprices de l'histoire pour assourvir leur rancœur et leur soif de puissance. Cependant, en raison de la moindre gravité des faits et — peut-être — du caractère avant-gardiste de son œuvre —

(3) A la liste susdite peuvent s'ajouter Georges Rodenbach, Charles Van Lerberghe, Max Elskamp et bien d'autres, tous Flamands s'exprimant en français.

la fin de la guerre marqua le début du snobisme inconditionnel de la contestation en matière d'art (4) —, Ghelderode ne fut jamais victime d'un ostracisme aussi méprisant que celui qui frappa, par exemple, Paul Werrie et Robert Poulet, autres écrivains belges de talent relégués aux oubliettes par une des épurations les plus injustement sévères de l'histoire.

Peut-être la remarque de Félicien Marceau pourrait-elle servir de point de départ à une analyse globale de la *Wel-tanschaoung* ghelderodienne. En tout cas, cette analyse reste à faire. Je n'ai évidemment pas l'ambition de l'entreprendre, pas même de l'esquisser, dans ces pages. Je voudrais simplement terminer cette étude par quelques réflexions sur le thème du pouvoir chez Ghelderode. Ce thème, présent principalement dans *Escurial* et *Le Soleil se couche*, et accessoirement dans *Les Aveugles*, constitue à mes yeux une des expressions les plus fidèles de la vision du monde qui imprègne l'ensemble du théâtre ghelderodien.

Escurial met en scène un roi qui n'est pas expressément nommé mais qui rappelle en tous points Philippe II, « dernier fruit d'une race *malsaine* et *magnifique* ». Le télescopage de ces deux adjectifs aux connotations contradictoires résume l'attitude ambiguë de Ghelderode face aux représentants du pouvoir. Il reconnaît et réproouve volontiers les excès que peut engendrer la détention de la puissance, mais celle-ci exerce sur lui une invincible fascination. *Le Soleil se couche* fait évidemment allusion à la célèbre parole de Charles-Quint qui prétendit un jour que le soleil ne se couchait jamais sur ses états. Parole dont le ci-devant Empereur mesure la vanité alors que la Mort rôde autour du couvent de Yuste.

Au crépuscule de leur vie, les rois de Michel de Ghelderode se tournent vers leur passé et évaluent tristement

(4) Pour un novateur fécond comme Michel de Ghelderode, combien de scribouilleurs, rimialleurs et tacheurs faussement révolutionnaires n'ont-ils pas usurpé leur succès grâce au culte de l'inédit à tout prix !

l'inanité de leurs efforts pour se maintenir au faîte de la hiérarchie sociale. A quoi servent quarante ans de règne, même brillant, si la Mort est au bout du chemin, cette Mort qui n'épargne personne, pas même les membres les plus éminents de la glorieuse dynastie des Habsbourgs espagnols ? Devant la Mort, tous les hommes sont égaux. La Mort n'est cependant pas le seul trait d'union entre les hommes. Ils ont aussi pour dénominateur commun leur « irréfragable bestialité ».

J'ai appris que les opprimés étaient aussi odieux que leurs opprimeurs ; j'ai compris que l'éternelle condition de l'homme consistait à ne s'humaniser jamais, qu'il n'y avait rien de meilleur à attendre de notre espèce, de l'irréfragable bestialité de notre espèce ».

Ces paroles d'un personnage de *Le Soleil se couche* dépeignent la toile de fond du théâtre ghelderodien. Les pièces de Ghelderode se déroulent sur un *background* philosophique dont toutes les composantes trahissent un pessimisme désespéré : absurdité d'une existence vouée à l'inéluctable finitude, incroyance en la perfectibilité humaine, mépris de l'homme assimilé à un animal.

A partir de cette prise de conscience de l'absurdité de la vie se développent chez Ghelderode deux attitudes opposées. Les dénouements respectifs d'*Escurial* et des *Aveugles* symbolisent ces deux pôles existentiels. A la fin d'*Escurial*, le roi fait exécuter son bouffon parce que celui-ci a osé proclamer que, nonobstant les articles inhérents à la différence de condition sociale, la laideur d'un souverain vaut bien celle du commun des mortels. Nous sommes au niveau du nihilisme actif teinté d'immoralisme. L'absurdité durement ressentie de l'existence incite à l'assouvissement effréné du besoin de puissance, même au détriment des règles morales et des exigences de la justice la plus élémentaire. On retrouve le même thème dans d'autres œuvres maîtresses du théâtre français contemporain : *Ubu-Roi* de Jarry, *Caligula* de Camus, *L'Étouffe-chrétien* de Marceau. C'est avec la pièce de Camus que le parallèle est le plus frappant, puisque c'est la prise de conscience du

caractère fatal de la Mort — thème ghelderodien par excellence — qui pousse Caligula sur la voie de la folie destructrice.

Les Aveugles, où Ghelderode puise à la source féconde de la sagesse populaire, met en scène un roi aussi symbolique que dérisoire, le borgne Lamprido, souverain du pays des fossés, qui, juché sur l'arbre qui lui sert de trône, contemple en ricanant la course inutile des hommes vers un salut qui n'existe pas. La pièce est bâtie à la fois sur la fameuse parabole des aveugles qui s'entraînent mutuellement dans le fossé et sur le célèbre proverbe : « Au pays des aveugles, les borgnes sont rois. » Les trois aveugles qui s'imaginent cheminer vers Rome — alors qu'en réalité ils n'ont pas quitté leur Flandre natale — incarnent la majeure partie de l'humanité, troupeau stupide en vaine quête de salut. On reconnaît ici la propension de Ghelderode à salir tout ce qui touche la religion chrétienne, cette inclination blasphématrice qui, paradoxalement, reflète une obscure et profonde attirance dont l'écrivain ne peut se défaire. Il la transpose inconsciemment sur le plan esthétique. Dans *Les Aveugles*, le rideau s'ouvre sur un chant latin et se ferme sur le tintement d'un carillon.

Des milliers d'humains grégaires atteints de panurgisme congénital, de cette masse moutonnaire qui croit bêtement que tous les chemins mènent à Rome, émergent quelques individus d'exception, pas même clairvoyants, tout juste un peu moins aveugles que les autres. Ils ont compris eux, que « tous les chemins mènent à la Mort » et que, dès lors, dans une existence aussi absurde, rien ne sert de faire quoi que ce soit. Nous sommes au niveau du nihilisme passif, de la philosophie de la non-action. Tel est le message de Lamprido, le roi borgne, qui, cynique, désabusé et solitaire, contemple avec mépris, du haut de son arbre, la dérisoire agitation des humains aveugles et la couvre de sa grinçante ironie.

La *Weltanschauung* ghelderodienne est de type existentialiste. L'absurdité de la vie, la nécessité implacable de la Mort, l'absence de confiance en l'homme, les deux pôles

du nihilisme sont autant de préoccupations d'un courant philosophique — l'existentialisme — que l'on a tort de toujours associer au seul nom de Jean-Paul Sartre. Sur le plan français, Sartre a été le rassembleur théorique de l'existentialisme, c'est indéniable. Mais l'expression littéraire de l'existentialisme est visible, sous des formes très diverses, chez un grand nombre d'écrivains contemporains français et étrangers en face desquels Sartre, universitaire consciencieux maladroitement recyclé en créateur, fait parfois figure d'apprenti. Chez Ghelderode, le nihilisme existentialiste oscille entre deux extrêmes, l'un d'inspiration nietzschéenne où le sentiment de l'absurde débouche sur la volonté immoraliste de puissance (telle est l'attitude à la fois malsaine et magnifique du roi d'*Escorial*), l'autre, plutôt conforme à la pensée de Cioran, où la vanité de toute action conduit au cynisme de Lamprido, subtil mélange de résignation et de rage.

Daniel Cologne.

LES ELECTIONS MUNICIPALES

Quel rôle pour les Nationalistes ?

— L'ENJEU DE CES ELECTIONS

Au moment où ce numéro de « Défense de l'Occident » sera diffusé, tout le monde politique sera en ébullition, suivant avec attention tous les rebondissements de la campagne électorale. En effet, ces élections présentent un intérêt particulier : beaucoup plus que l'élection de gestionnaires, d'administrateurs de biens communaux, il s'agira, avant tout, d'un nouvel épisode de la lutte entre la gauche et tous ceux qui tentent de s'y opposer.

Il est vrai que, dans nombre de petites communes, ces élections municipales paraîtront à l'électeur comme « non politiques », comme une affaire de village, que l'on règle plus ou moins à l'amiable et selon ses affinités personnelles ; mais par la force des choses, l'analyse du bilan de ces élections ne sera pas basée sur ce qui s'est passé dans l'ensemble des petites communes de notre territoire, mais sur les résultats « politiques » des villes de plus de 30 000 habitants. Les simplifications abusives de la grande presse contribueront même à « réduire » les résultats de ces élections à une trentaine de grandes villes-tests. De même, les principaux état-majors politiques auront tendance à concentrer leurs forces humaines et matérielles sur ces grandes villes, espérant ensuite, disposer de « villes-modèles » au service de leur propagande. On peut dire que la scène de la vie po-

litique française va se réduire à 20 ou 30 villes, en ce début 77. Les nationalistes perdraient beaucoup, s'ils en étaient absents.

De plus, ces élections auront lieu dans un contexte politique bien précis, car elles sont considérées comme un véritable tremplin pour les prochaines élections législatives. La gauche, en particulier, espère concrétiser son ascension, qui se manifeste électoralement depuis 4 ans. Or, nous savons bien que les positions que l'on laisse conquises à la gauche, sont extrêmement difficiles à reprendre... Ce sont autant de parcelles du territoire national qui sont « occupées » d'une manière toute militante par le P. C. ou les éléments les plus organisés du P. S. (en l'occurrence, le groupe CERES de Chevenement-Sarre). Ce sont autant de villes de notre pays qu'il faudra reprendre au prix d'un travail politique intense. Il ne faut pas se leurrer, notre pays possède encore trop peu de personnalités et d'organisations susceptibles de reconquérir politiquement des municipalités placées sous la coupe des marxisants.

Alors, l'enjeu de ces municipalités se précise de plus en plus : près de 20 grandes villes de France sont menacées par l'union de la gauche. Cette poussée à gauche ne peut, d'ailleurs, que se confirmer avec la politique catastrophique du libéral Giscard. Tout cela, sur un fond de zizanie parmi les hommes, supposés représenter la majorité politique.

Cet enjeu, la gauche l'a fort bien compris, elle, qui par souci électoraliste a fait taire toute tentative de débordements, lors de l'affaire du « Parisien libéré ». Il est clair que la gauche ne cherche pas, actuellement, à exploiter tous les mécontentements sociaux qui se manifestent. Les organisations politiques de gauche ont fait comprendre aux militants syndicaux que ces élections municipales peuvent être, l'une des dernières marches avant l'accession au pouvoir. Pour la première fois depuis 1936, la gauche aura peut-être l'une des dernières marches avant l'accession au pouvoir en 1978.

En effet les points forts du socialisme ne semblent pas être menacés lors de ces élections municipales. (Dans le Nord, le Limousin, et les Bouches-du-Rhône). De plus bon nombre de municipalités « majoritaires » devraient basculer à gauche dans la vallée du Rhône et le Sud Ouest. On s'attend à voir une progression sensible des socialistes dans bon nombre de villes de l'Ouest et notamment à Rennes. Cette progression devrait également se faire sentir à l'Est. Là encore, des « fiefs » tenus par des opposants au programme commun devraient s'effriter sous les coups de boutoir de la gauche. A Paris, on parle du passage à gauche des 6ème, 8ème et 12ème arrondissements. Il en serait de même pour Rueil, Créteil, Melun et Meudon, pour ce qui concerne une banlieue qui devient de plus en plus rouge.

Mais si les grands moyens d'information s'appesantissent sur les tactiques des partis de gauche ou de la majorité, bon nombre de sympathisants de la cause nationaliste ignorent les débats qui traversent notre courant d'opinion à l'occasion de ces élections.

Trop souvent les élections municipales ont eu lieu sans la moindre intervention de mouvements nationalistes.

Le militant nationaliste se passionne pour les grandes causes nationales ou internationales, sans daigner s'intéresser à ce qui se passe dans sa commune ou son quartier. Il est si facile de se passionner pour ce qui se passe en Afrique du Sud ou au Portugal, alors que le militant communiste du quartier discute, argumente et arrive à convaincre sur des problèmes quotidiens. Inconscience politique ou peur de se montrer ?

Dans d'autres occasions, si les nationalistes s'intéressent aux municipales, c'est avec une intention strictement publicitaire, sans avoir espoir d'obtenir une seule place dans un conseil. (Présentation de listes Ordre Nouveau à Paris en mars 1971).

Depuis, le contexte politique a profondément évolué. Face à la gauche, des échéances importantes s'annoncent. Tout concourt à ce que les nationalistes prennent part à ces élections municipales.

— UN ROLE RESPONSABLE ET EFFICACE

S'il est suicidaire de ne pas s'intéresser à ces élections, alors que l'attention de tous les français y sera portée, il serait tout aussi suicidaire d'y participer en jouant un rôle ridicule. Celui des éternels « zozos de la politique » que constituent les irresponsables qui sont prêts à jouer avec le feu au moment où notre pays fait face à de graves menaces.

Si nous avons un rôle à jouer, il faut le faire en fonction de la stratégie qui a été définie par bon nombre de responsables et de cadres nationalistes, ces dernières années.

Nous sommes conscients du fait que nous ne sommes pas une force réellement prépondérante dans la vie politique de notre pays. Si nous savons bien que nos thèmes peuvent rencontrer une profonde résonance auprès de nos concitoyens, nous n'ignorons pas que nos moyens sont limités. Nous n'ignorons pas que les nationalistes français ne peuvent pas constituer actuellement une force susceptible de combattre de façon autonome toutes les autres composantes du grand combat idéologique qui marque notre XX^e siècle. L'art de la politique commence par une saine appréciation des réalités ! Il est donc actuellement impossible de combattre sur deux fronts. Il est impossible de constituer une mythique troisième force entre le capitalisme-libéral et la gauche marxiste. Chaque camp est trop fort et la lutte de front contre les deux est hors de portée pour nos faibles moyens.

Dans ce cas, se présente la nécessité de choisir, sur le terrain, un ennemi prioritaire. Il s'agit d'un choix politique, responsable. Nous estimons que la gauche doit constituer cet ennemi, à combattre en priorité ; ne serait-ce que parce que les conditions de survie pour les nationalistes seront nettement plus difficiles, avec des ministres communistes...

Cette stratégie exclut pratiquement la présentation systématique de listes plus ou moins surnuméraires, composées

exclusivement de nationalistes, n'ayant strictement aucunes chances de se faire élire et pouvant, dans certains secteurs, assurer indirectement le succès de listes de gauche. Il est à craindre que de telles listes obtiennent des scores médiocres de 1 à 2 %.

Mais pour un certain nombre de circonscriptions, il s'agira peut-être des 1 à 2 % permettant l'élection de justesse de listes du Programme Commun. Si les nationalistes veulent jouer un rôle responsable, ce n'est pas en assurant l'élection de leurs pires ennemis !

La présentation systématique de telles listes est d'autant plus irréaliste que les listes « sérieuses », ayant des chances d'être élues, sont des listes de coalition entre organisations ayant des intérêts communs et non des listes monocolores, où une seule frange de l'opinion publique est représentée.

Il est entendu qu'une attitude responsable doit correspondre également à l'efficacité. Il s'agit à l'occasion de ces municipales, d'obtenir des résultats politiques. Il est possible que des nationalistes soient élus.

En effet, en tenant compte d'une stratégie globale et des impératifs politiques du moment, il est fort envisageable que des nationalistes soient présents en tant que tels, sur des listes, ayant de réelles chances d'être élus. De telles listes sont susceptibles de comprendre également des hommes de la « majorité », des personnalités, fortement impliqués dans le système. Mais si ces hommes montrent une réelle volonté de s'opposer à la gauche et acceptent la présence des nationalistes en tant que tels, sur leurs listes, il n'y a aucune raison pour que nous restions sur la touche, dans une attitude d'attente stérile.

C'est alors que la question se pose pour les nationalistes : quelle est l'attitude la plus responsable et la plus efficace ?

— Présenter systématiquement des listes, exposées à recueillir des scores de figuration, au risque d'assurer indirectement l'élection de nos pires ennemis ?

— Se placer sur des listes de large union face au Programme Commun avec la chance de disposer d'élus dans quelques conseils municipaux de grandes villes françaises ?

Tel est l'enjeu pour les nationalistes. C'est sur cet enjeu que doivent s'établir le maximum de discussions entre militants de toutes organisations.

Dès le mois de décembre, des accords ont pu être signés avec d'autres organisations, pour la constitution de listes communes face au Programme Commun, sur tous les arrondissements de plusieurs villes supérieures à 100.000 habitants. Des discussions fructueuses ont été ouvertes pour l'établissement de telles listes dans une dizaine d'autres et dans la région parisienne. Les nationalistes prouvent ainsi qu'ils peuvent être des partenaires sérieux et décidés. Pour la première fois, les nationalistes sont autre chose que des colleurs d'affiches, mais, aussi des gens avec qui l'on peut s'entendre politiquement. Quelques élus dans des conseils municipaux de grandes villes, ce serait enfin, un résultat concret.

— UN AUTRE ASPECT DE LA VIE POLITIQUE

Cela va permettre à un certain nombre de militants nationalistes de rayonner d'une façon toute différente dans leurs localités. L'élu nationaliste, de par ses initiatives, son dynamisme, pourra donner, enfin, une image concrète et crédible du mouvement nationaliste. Ce sera à lui, de jouer un rôle moteur dans un certain nombre de secteurs. A commencer par le combat contre la gauche, car il sait qu'il est mieux armé idéologiquement. Il pourra recruter et aider d'une façon efficace la section locale de son parti dont il dépendra toujours.

Un autre aspect bénéfique de cette politique sera le fait que les nationalistes vont se trouver dans l'obligation de réfléchir et d'intervenir sur tous les problèmes qui agitent les communes (urbanisme, loisirs, défense du milieu naturel).

Il faut reconnaître que les nationalistes n'ont pas très bien saisis, jusqu'ici, une des conséquences directes de Mai 68 : la politisation croissante de la vie quotidienne et des grands débats liés à cette évolution interviennent incontestablement dans les domaines de l'enseignement, de l'information, de la santé, de la justice mais aussi dans la vie de la commune et du quartier. Cela se passe sous des formes traditionnelles. Nous connaissons tous le rôle politique de la ceinture des municipalités communistes et socialistes dans la région parisienne. Mais cette politisation prend aussi des formes inédites : associations d'usagers, associations de voisins inspirés par les GAM (groupe d'action municipale, d'obédience socialiste) ou directement par des groupes d'extrême-gauche. Il y a deux raisons à cette politisation croissante :

— *Le militantisme de la gauche*, renforcé par l'apathie des organisations au pouvoir. Lorsqu'elle ne contrôle pas une municipalité, la gauche crée systématiquement des contre-pouvoirs (Ex. Comités de quartier).

— *L'échec de l'illusion technocrate*. Les technocrates pensaient qu'une bonne gestion de l'aménagement du territoire, de la politique, de l'urbanisme créaient inéluctablement les conditions objectives du bonheur. On prétendait faire le bonheur des gens sans faire de politique. On prétendait dépasser la politique, par les sciences de gestion. Or la réalité nous montre que tout choix est politique. Un choix est toujours contesté politiquement. Il faut l'expliquer politiquement. Face aux décisions des technocrates, partisans du « bonheur neutre », il faut des « personnalités », de « militants » pour organiser les ripostes locales. Jusqu'ici seule la gauche intervenait dans ce domaine. C'est comme cela qu'elle gagne petit à petit sa crédibilité.

Il est urgent que les nationalistes s'intéressent à cet aspect local de la vie politique, et y interviennent avec intelligence. Nous ne pouvons qu'y accroître notre audience.

UNE NOUVELLE SYNARCHIE INTERNATIONALE

A quoi doit-on attribuer la brusque apparition, sur la scène politique, de deux personnalités comme MM. Raymond Barre et Jimmy Carter, hier encore complètement inconnues ? Pour *Lectures Françaises*, leur ascension serait due à l'action de la Trilatérale, une nouvelle Synarchie, dont le Premier Ministre français et le Président américain font partie. Dans son N° 238, *Lectures Françaises* fait des révélations sur cette société fort discrète, composée d'hommes d'affaires, de technocrates et de politiciens. Vous trouverez aussi, dans ce numéro, un document exceptionnel sur la présence d'un évêque italien à une réunion de francs-maçons tenue à Lausanne, au cours de laquelle furent prononcées des paroles inquiétantes. Demandez ce numéro de notre part à *Lectures Françaises*, B. P. 92-18, 75862 PARIS CEDEX 18, en joignant 6 Frs en timbres-poste.

MILITANT

Revue nationaliste d'action européenne

Mensuel

Directeur politique : PIERRE BOUSQUET

Rédaction - Administration :

44, Quai de Jemmapes — 75010 PARIS

Abonnement un an 40 Frs

Spécimen sur demande

Le Gérant : Maurice BARDECHE

N° Commission Paritaire : 26501

Imprimerie Nouvelle — 79100 THOUARS

Dépôt Légal : Février 1977

Bulletin trimestriel
pour une Europe libre et unie

Directeur : Fabien REGNIER

Spécimen gratuit sur demande en écrivant à

HORIZONS EUROPEENS

B. P. 119 - 05

75224 PARIS CEDEX 05

LISEZ

Correspondance Européenne

Bulletin Bimensuel des nationalistes-révolutionnaires
de la ligne géo-politique

Directeur : Yves BATAILLE

Spécimen gratuit sur demande en écrivant à :

CORRESPONDANCE EUROPEENNE

B. P. 388

75161 PARIS CEDEX 06

Numéros anciens de Défense de l'Occident :

Première série (1948-1960) : chaque N° 15 Frs

Deuxième série (1960-1975) : chaque N° 15 Frs

Tarif spécial pour quelques numéros devenus très rares

Complétez dès maintenant vos collections



Liste des numéros spéciaux de **Défense de l'Occident** actuellement en vente (chaque numéro fascicule : 15 Frs h. t.) :

L'Heure des paysans (1963).

La Jeunesse (1964).

Drames et problèmes de l'Afrique (1965).

Où mène le gaullisme (1967).

L'Aggression israélienne et les conséquences (1967).

Les Nouveaux communistes (1968).

Le Rideau de fer bouge (1968).

La Comédie de la révolution (1968).

Les Fascismes inconnus (1969).

Le Fascisme dans le monde (1970).

La croisade antibolchévique, fascicules I, II et III (1974).

La Droite vue d'en face (1975).

Le Souvenir de Robert Brasillach (1975).

Pour établir des séries complètes, la Direction de DEFENSE DE L'OCCIDENT rachète au prix de 30 F. l'ex. les Numéros suivants :

1ère série : Numéros 1, 50/51, 53.

2ème série : Numéros 2, 3, 5, 6, 7.

Nous écrire pour faire des offres.